

AVIS

DE CONVOCATION

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE

Jeudi 21 avril 2011 à 10 heures

Espace Grande Arche, entrée Haussmann
Parvis de La Défense
92044 Paris- La Défense

SOMMAIRE

COMMENT PARTICIPER À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE	3
COMMENT SE RENDRE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE	7
ORDRE DU JOUR	8
PRÉSENTATION DES RÉOLUTIONS	10
PROJETS DE RÉOLUTIONS	26
PROJET DE NOUVEAUX STATUTS SOUMIS AU VOTE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE	42
LE GROUPE SAFRAN EN 2010	55
RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES	60
DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS	63

COMMENT PARTICIPER

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

JUSTIFICATION DE LA QUALITÉ D'ACTIONNAIRE

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions dont il est propriétaire, a le droit de participer à l'Assemblée, soit en y assistant personnellement, soit en s'y faisant représenter, soit en votant par correspondance, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article R. 225-85 du Code de commerce, seuls seront admis à assister à l'Assemblée, à voter par correspondance ou à s'y faire représenter, les actionnaires qui auront justifié de cette qualité par l'enregistrement comptable des titres à leur nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour leur compte, au troisième jour ouvré précédant l'Assemblée (**soit le 18 avril 2011**) à zéro heure, heure de Paris :

- soit dans les comptes de titres nominatifs tenus pour la société par son mandataire BNP Paribas Securities Services, pour les actionnaires propriétaires d'actions nominatives ;
- soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité mentionné à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier, pour les actionnaires propriétaires d'actions au porteur.

L'inscription ou l'enregistrement comptable des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité mentionné à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier doit être constaté par une attestation de participation délivrée par ce dernier, annexée (i) au formulaire de vote à distance ou de procuration, ou encore, (ii) à la demande de carte d'admission, établis au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.

L'actionnaire peut à tout moment céder tout ou partie de ses actions :

- si la cession intervient avant le 18 avril 2011 à zéro heure, heure de Paris, le vote exprimé par correspondance, le pouvoir, la carte d'admission, éventuellement accompagnés d'une attestation de participation, seront invalidés ou modifiés en conséquence, selon le cas. À cette fin, l'intermédiaire habilité mentionné à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier notifie la cession à la société ou à BNP Paribas Securities Services et lui transmet les informations nécessaires ;
- si la cession est réalisée après le 18 avril 2011 à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, elle ne sera pas notifiée par l'intermédiaire habilité mentionné à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier ou prise en considération par la société, nonobstant toute convention contraire.

Les actionnaires disposent de plusieurs possibilités pour participer à l'Assemblée Générale :

- participer personnellement à l'Assemblée Générale ;
- adresser une procuration à la société sans indication de mandataire, étant précisé que dans une telle hypothèse, le président de l'Assemblée Générale émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par le directoire et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions ;
- voter par correspondance ; ou
- donner une procuration à un autre actionnaire, à son conjoint, au partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité ou à toute autre personne physique ou morale de son choix dans les conditions prévues à l'article L. 225-106 du Code de commerce.

SI VOUS SOUHAITEZ ASSISTER PERSONNELLEMENT À L'ASSEMBLÉE

Actionnaires propriétaires d'actions nominatives

Vous devez demander une carte d'admission au moyen du formulaire unique de pouvoir/vote par correspondance joint à la présente convocation, après l'avoir complété comme suit :

- cochez la case A en haut du formulaire ;
- datez et signez dans le cadre prévu à cet effet en bas du formulaire ;
- adressez le formulaire, au moyen de l'enveloppe T jointe ou par courrier simple, à BNP Paribas Securities Services, CTS Assemblées, Grands Moulins de Pantin, 9, rue du Débarcadère, 93761 Pantin Cedex.

Vous recevrez en retour votre carte d'admission à l'Assemblée Générale. Dans le cas où celle-ci ne vous parviendrait pas à temps, vous pourrez néanmoins participer à l'Assemblée sur simple justification de votre identité.

Actionnaires propriétaires d'actions au porteur

Vous devez demander à votre intermédiaire habilité une attestation de participation. Votre intermédiaire habilité se chargera alors de transmettre cette attestation à BNP Paribas Securities Services, Services Assemblées, Grands Moulins de Pantin, 9, rue du Débarcadère, 93761 Pantin Cedex, qui vous fera parvenir une carte d'admission.

Dans le cas où vous n'auriez pas reçu votre carte d'admission au troisième jour ouvré précédant l'Assemblée (soit le 18 avril 2011) à zéro heure, heure de Paris, vous pourrez demander à l'intermédiaire habilité teneur de votre compte titres de vous délivrer une attestation de participation pour justifier de votre qualité d'actionnaire et être admis à l'Assemblée.

SI VOUS SOUHAITEZ DONNER POUVOIR AU PRÉSIDENT

Vous devez utiliser le formulaire unique de pouvoir/vote par correspondance joint à la présente convocation et le compléter comme suit :

- cochez la case B en haut du formulaire ;
- cochez la case « Je donne pouvoir au président de l'Assemblée Générale » ;
- datez et signez dans le cadre prévu à cet effet en bas du formulaire ;
- adressez le formulaire, au moyen de l'enveloppe T jointe ou par courrier simple, à BNP Paribas Securities Services, CTS Assemblées, Grands Moulins de Pantin, 9, rue du Débarcadère, 93761 Pantin Cedex.

Le président de l'Assemblée Générale émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par le directoire et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions.

Nota : Pour les actionnaires au porteur, le formulaire devra impérativement être accompagné de l'attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité.

SI VOUS SOUHAITEZ VOUS FAIRE REPRÉSENTER PAR UNE AUTRE PERSONNE

Vous pouvez vous faire représenter à l'Assemblée par un autre actionnaire, votre conjoint, un partenaire avec lequel vous avez conclu un pacte civil de solidarité ou toute autre personne physique ou morale de votre choix dans les conditions prévues à l'article L. 225-106 du Code de commerce.

Vous devez utiliser le formulaire unique de pouvoir/vote par correspondance joint à la présente convocation et le compléter comme suit :

- cochez la case B en haut du formulaire ;
- cochez la case « Je donne pouvoir à » et indiquez les nom, prénom et adresse de votre mandataire ;
- datez et signez dans le cadre prévu à cet effet en bas du formulaire ;
- adressez le formulaire, au moyen de l'enveloppe T jointe ou par courrier simple, à BNP Paribas Securities Services, CTS Assemblées, Grands Moulins de Pantin, 9, rue du Débarcadère, 93761 Pantin Cedex.

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-79 du Code de commerce, vous pouvez transmettre cette procuration, par voie électronique selon les modalités suivantes :

Actionnaire au nominatif pur

- vous devez envoyer un courriel à l'adresse paris.bp2s.france.cts.mandats@bnpparibas.com. Ce courriel devra obligatoirement contenir les informations suivantes : une copie numérisée du formulaire de vote par procuration signé en précisant les nom, prénom, adresse et numéro de compte nominatif du mandant, le cas échéant, ainsi que les nom, prénom et si possible adresse du mandataire ;
- vous devez obligatoirement confirmer votre demande en ressaisissant les informations ci-dessus sur PlanetShares/My Shares ou PlanetShares/My Plans en vous connectant avec vos identifiants habituels et en allant sur la page « Mon espace actionnaire – Mes Assemblées Générales » puis enfin en cliquant sur le bouton « Désigner ou révoquer un mandat ».

Actionnaire au porteur ou au nominatif administré

- vous devez envoyer un courriel à l'adresse paris.bp2s.france.cts.mandats@bnpparibas.com. Ce courriel devra obligatoirement contenir les informations suivantes : une copie numérisée du formulaire de vote par procuration signé en précisant les nom, prénom, adresse, références bancaires du mandant ainsi que les nom, prénom et si possible adresse du mandataire ;
- vous devez obligatoirement demander à votre intermédiaire habilité qui assure la gestion de votre compte titres d'envoyer une confirmation écrite au service Assemblées Générales de BNP Paribas Securities Services, Service des Assemblées, Grands Moulins de Pantin, 9, rue du Débarcadère, 93761 Pantin Cedex.

Les copies numérisées de formulaires de vote par procuration non signés ne seront pas prises en compte.

Vous pouvez révoquer votre mandataire, étant précisé que la révocation devra être effectuée par écrit et selon les modalités précisées ci-dessus. Pour désigner un nouveau mandataire après révocation, vous devrez demander à BNP Paribas Securities Services (si vous êtes actionnaire au nominatif) ou à votre intermédiaire habilité (si vous êtes actionnaire au porteur) de vous envoyer un nouveau formulaire de vote par procuration portant la mention « Changement de mandataire », et vous devrez le retourner à BNP Paribas Securities Services, Service des Assemblées, Grands Moulins de Pantin, 9, rue du Débarcadère, 93761 Pantin Cedex, trois jours calendaires au moins avant la tenue de l'Assemblée Générale, **soit le 18 avril 2011**.

Afin que les conclusions ou révocations de mandats notifiées par voie électronique puissent être valablement prises en compte, les confirmations devront être réceptionnées **au plus tard la veille de l'Assemblée Générale, à 15 h 00 (heure de Paris)**.

Nota : Pour les actionnaires au porteur, le formulaire devra impérativement être accompagné de l'attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité.

SI VOUS SOUHAITEZ VOTER PAR CORRESPONDANCE

Vous devez utiliser le formulaire unique de pouvoir/vote par correspondance joint à la présente convocation et le compléter comme suit :

- cochez la case B en haut du formulaire ;
- cochez la case « Je vote par correspondance » ;
- Remplissez le cadre « Vote par correspondance » selon les instructions figurant dans ce cadre ;
- datez et signez dans le cadre prévu à cet effet en bas du formulaire ;
- adressez le formulaire, au moyen de l'enveloppe T jointe ou par courrier simple, à BNP Paribas Securities Services, CTS Assemblées, Grands Moulins de Pantin, 9, rue du Débarcadère, 93761 Pantin Cedex.

Pour être pris en compte, les formulaires de vote par correspondance, dûment remplis et signés, devront parvenir à BNP Paribas Securities Services trois jours calendaires au moins avant la date de l'Assemblée (**soit le 18 avril 2011**).

Nota : Pour les actionnaires au porteur, le formulaire devra impérativement être accompagné de l'attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité.

L'actionnaire qui a voté par correspondance, envoyé un pouvoir ou demandé une carte d'admission ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée.

REPLIR LE FORMULAIRE DE VOTE

Vous désirez assister à l'Assemblée
Cochez la case A

Vous ne pouvez assister à l'Assemblée
Cochez la case B

Vous êtes actionnaire au porteur
Vous devez retourner ce formulaire à votre intermédiaire financier

IMPORTANT : avant d'exprimer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso / Before selecting, please see instructions on reverse side.
QUELLE QUE SOIT L'OPTION CHOISIE, DATER ET SIGNER AU BAS DU FORMULAIRE / WHICHEVER OPTION IS USED, DATE AND SIGN AT THE BOTTOM OF THE FORM

A. Je désire assister personnellement à cette assemblée et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire // I wish to attend the shareholders' meeting personally and request an admission card : date and sign at the bottom of the form.

B. J'utilise le formulaire de vote par correspondance ou par procuration ci-dessous, selon l'une des 3 possibilités offertes // I prefer to use the postal voting form or the proxy form as specified below.

CADRE RESERVE / For Company's use only

Identifiant / Account

Nombre d'actions / Number of shares

Nombre de voix / Number of voting rights

Nominatif Registered VS / single vote
Porteur / Bearer VD / double vote

SAFRAN
S. A. à Directeur et Conseil de Surveillance
Au capital de 83 405 917 €
Siège social : 2, boulevard du Général Martial Valin
75015 PARIS
562 082 909 R.C.S. PARIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE convoquée le jeudi 21 avril 2011 à 10 heures, à L'Espace Grande Arche, entrée Haussmann, Paris de la Défense, 92044 PARIS LA DÉFENSE.

COMBINED GENERAL MEETING to be held on Thursday, April 21, 2011 at 10.00 am, at Espace Grande Arche, entrée Haussmann, Paris de la Défense, 92044 PARIS LA DÉFENSE.

JE VOTE PAR CORRESPONDANCE // I VOTE BY POST

Cf. au verso renvoi (2) - See reverse (2)

Je vote **OUI** à tous les projets de résolutions présentés ou agréés par le Directoire, à l'**EXCEPTION** de ceux que je signale en noirissant comme ceci ■ la case correspondante et pour lesquels je vote **NON** ou je m'abstiens.

I vote FOR all the draft resolutions approved by the Executive Board EXCEPT those indicated by a shaded box - like this ■ for which I vote against or I abstain.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	Oui / Yes	Non/No	Abst/Abst	Oui / Yes	Non/No	Abst/Abst
<input type="checkbox"/>	A	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>								
10	11	12	13	14	15	16	17	18	B	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	G	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
19	20	21	22	23	24	25	26	27	C	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	H	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
28	29	30	31	32	33	34	35	36	D	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	J	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
37	38	39	40	41	42	43	44	45	E	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	K	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentés en assemblée / In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting
- Je donne pouvoir au Président de l'A.G. de voter en mon nom. / I appoint the Chairman of the meeting to vote on my behalf.
- Je m'abstiens (l'abstention équivaut à un vote contre). / I abstain from voting (is equivalent to a vote against)
- Je donne procuration (cf. au verso renvoi 3) à M., Mme ou Mlle, Raison Sociale
pour voter en mon nom / I appoint (see reverse (3)) Mr, Mrs or Miss, Corporate Name to vote on my behalf

Pour être pris en considération, ce formulaire doit parvenir au plus tard :
In order to be considered, this completed form must be returned at the latest
sur 1^{re} convocation / on 1st notification 18/04/2011 / April 18, 2011 sur 2^e convocation / on 2nd notification

à / to BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES, CTS Assemblées, Grands Moulins de Pantin, 9 rue du Débarcadere - 93761 PANTIN Cedex

JE DONNE POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Dater et signer au bas du formulaire, sans rien remplir / I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE MEETING

date and sign at the bottom of the form without filling it

Cf. au verso renvoi (3) - See reverse (3)

ATTENTION : S'il s'agit de titres au porteur, les présentes instructions ne seront valides que si elles sont directement retournées à votre gueur de compte.
CAUTION : If it is about bearer securities, the present instructions will be valid only if they are directly returned to your account-keeper.

JE DONNE POUVOIR A :

I HEREBY APPOINT see reverse (3)

M., Mme ou Mlle, Nom, Prénom, Raison Sociale / Mr, Mrs or Miss, Corporate Name

Adresse / Address

Nom, Prénom, Adresse de l'actionnaire (si ces informations figurent déjà, les vérifier et les rectifier éventuellement) / Surname, first name, address of the shareholder (if this information is already supplied, please verify and correct if necessary)
Cf. au verso renvoi (1) - See reverse (1)

Inscrivez ici vos nom, prénom et adresse ou Vérifiez-les s'ils sont déjà indiqués

Vous votez par correspondance

Cochez ici et suivez les instructions

Datez et signez

Quel que soit votre choix

Vous donnez pouvoir au président

Cochez ici

Vous vous faites représenter

Cochez ici et indiquez les coordonnées de votre mandataire

Pour toute information complémentaire

SAFRAN - Relations actionnaires
2, boulevard du Général-Martial-Valin
75724 Paris Cedex 15

Numéro vert : 0 800 17 17 17
Fax : 01 40 60 84 36
www.safran-group.com / Espace Finance

COMMENT SE RENDRE

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Espace Grande Arche, entrée Haussmann
Parvis de La Défense – 92044 Paris La Défense
Tél : 01 40 68 22 22

PAR LA ROUTE

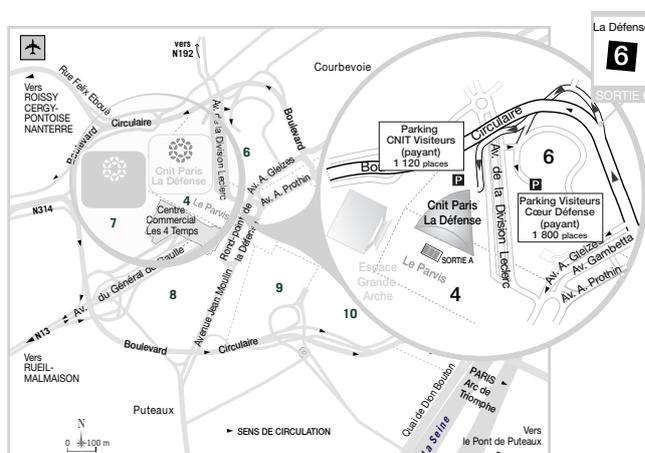
Depuis Paris Boulevard Périphérique :

- Sortie Porte Maillot direction La Défense
- À Neuilly, prendre l'avenue Charles de Gaulle puis le pont de Neuilly, puis prendre le Boulevard Circulaire.
- Sortir à La Défense 6 puis suivre les indications Parking Visiteurs ou Exposants CNIT.

Prendre la sortie piétons jusqu'au Parvis de La Défense, et se diriger vers l'entrée de l'Espace Grande Arche indiquée par un totem.

Deux autres possibilités de parkings :

- Sortie La Défense 4 Parking Centre
- La Défense 6 Parking Coupole.



PAR LES TRANSPORTS EN COMMUN

Station "La Défense Grande Arche" :

- Ⓜ Métro n°1 (Château de Vincennes / La Défense Grande Arche)
 - ⓇⓇⓇ RER A (Boissy-St-Léger / Marne-La-Vallée - Poissy / Cergy)
 - Ⓣ Tramway T2 (Issy / Val de Seine)
 - SNCF Accès SNCF (lignes Paris - Saint-Lazare / Saint-Nom-la Bretonne ou Versailles-RD / Saint- Quentin-en-Yvelines / La Verrière)
 - Ⓡ Bus de
 - Paris (n°73 La Défense / Musée d'Orsay),
 - de l'ouest parisien (141, 144, 159, 258, 262, 272, 275, 278, 360, 378)
 - ou du nord (161, 174, 178).
- Sortie A "Grande Arche", se repérer avec le totem situé sur le Parvis puis suivre les indications "Espace Grande Arche".



ORDRE DU JOUR

RÉSOLUTIONS RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

- Première résolution :** Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2010 - Quitus aux membres du directoire et du conseil de surveillance
- Deuxième résolution :** Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2010
- Troisième résolution :** Affectation du résultat, fixation du dividende
- Quatrième résolution :** Approbation des conventions et engagements soumis aux dispositions des articles L. 225-86 et L. 225-90-1 du Code de commerce

RÉSOLUTIONS RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Modifications statutaires

- Cinquième résolution :** Changement du mode d'administration et de direction de la Société : adoption d'une structure de gouvernement d'entreprise à conseil d'administration
- Sixième résolution :** Adoption des nouveaux statuts après refonte globale
- Septième résolution :** Modification des nouveaux statuts pour y inclure une limitation des droits de vote

RÉSOLUTIONS RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

- Huitième résolution :** Nomination de M. Jean-Paul Herteman en qualité d'administrateur
- Neuvième résolution :** Nomination de M. Francis Mer en qualité d'administrateur
- Dixième résolution :** Nomination de M. Giovanni Bisignani en qualité d'administrateur
- Onzième résolution :** Nomination de M. Jean-Lou Chameau en qualité d'administrateur
- Douzième résolution :** Nomination de Mme Odile Desforges en qualité d'administrateur
- Treizième résolution :** Nomination de M. Jean-Marc Forneri en qualité d'administrateur
- Quatorzième résolution :** Nomination de M. Xavier Lagarde en qualité d'administrateur
- Quinzième résolution :** Nomination de M. Michel Lucas en qualité d'administrateur
- Seizième résolution :** Nomination de Mme Élisabeth Lulin en qualité d'administrateur
- Dix-septième résolution :** Nomination de quatre administrateurs représentant l'État
- Dix-huitième résolution :** Nomination de M. Christian Halary en qualité d'administrateur, sur proposition des salariés actionnaires du groupe Safran
- Dix-neuvième résolution :** Nomination de M. Marc Aubry en qualité d'administrateur, sur proposition des salariés actionnaires du groupe Safran
- Vingtième résolution :** Nomination de Mme Caroline Grégoire-Sainte Marie en qualité de censeur
- Vingt-et-unième résolution :** Fixation des jetons de présence
- Vingt-deuxième résolution :** Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société

RÉSOLUTIONS RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Autorisations financières

- Vingt-troisième résolution :** Délégation de compétence à donner au conseil d'administration pour augmenter le capital social par émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société
- Vingt-quatrième résolution :** Délégation de compétence à donner au conseil d'administration pour augmenter le capital social par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, par offre au public
- Vingt-cinquième résolution :** Délégation de compétence à donner au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions de la Société et des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en cas d'offre publique d'échange initiée par la Société
- Vingt-sixième résolution :** Délégation de compétence à donner au conseil d'administration pour augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, par voie de placement privé visé à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires
- Vingt-septième résolution :** Délégation de compétence à donner au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription
- Vingt-huitième résolution :** Délégation de compétence à donner au conseil d'administration en cas d'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription d'actions ou de toutes valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, en vue de fixer, dans la limite de 10 % du capital social de la Société, le prix d'émission selon les modalités arrêtées par l'assemblée générale
- Vingt-neuvième résolution :** Délégation de pouvoirs à donner au conseil d'administration pour augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital
- Trentième résolution :** Délégation de compétence à donner au conseil d'administration pour augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou primes
- Trente-et-unième résolution :** Délégation de compétence à donner au conseil d'administration pour augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires réservées aux salariés adhérents de plans d'épargne du groupe Safran
- Trente-deuxième résolution :** Autorisation à donner au conseil d'administration de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions aux salariés et aux mandataires sociaux de la Société et des sociétés du groupe Safran
- Trente-troisième résolution :** Limitation globale des autorisations d'émission
- Trente-quatrième résolution :** Autorisation à donner au conseil d'administration de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre de la Société au profit de salariés et de mandataires sociaux de la Société et des sociétés du groupe Safran
- Trente-cinquième résolution :** Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation des actions de la Société détenues par celle-ci
- Trente-sixième résolution :** Délégation de compétence à donner au conseil d'administration en vue de procéder à l'émission à titre gratuit de bons de souscription d'actions en cas d'offre publique sur la Société

POUVOIRS

- Trente-septième résolution :** Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

PRÉSENTATION

DES RÉOLUTIONS

RAPPORT DU DIRECTOIRE SUR LES PROJETS DE RÉOLUTIONS PRÉSENTÉS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 21 AVRIL 2011

Trente-sept résolutions sont présentées par le directoire à l'approbation des actionnaires qui seront réunis en Assemblée Générale Mixte le 21 avril 2011 (l'« Assemblée »).

Les quatre premières résolutions relèvent de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire et portent sur l'approbation des comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2010, la fixation du dividende et l'approbation de conventions et engagements réglementés.

Viennent ensuite trois résolutions relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire et portant :

- d'une part, sur l'adoption d'une structure de gouvernement d'entreprise à conseil d'administration ;
- d'autre part, sur la refonte générale des statuts de la Société ; et
- enfin, sur l'ajout dans les nouveaux statuts de la Société de dispositions instaurant une limitation des droits de vote en assemblée à 30 %.

Les quinze résolutions suivantes, présentées sous réserve de l'adoption par l'Assemblée de la nouvelle structure de gouvernement d'entreprise et des statuts modifiés, relèvent à nouveau de l'Assemblée Générale Ordinaire. Elles concernent :

- la nomination de treize administrateurs, y compris les quatre représentants de l'État ;
- la nomination de deux administrateurs représentant les salariés actionnaires, dont les noms ont été proposés conformément aux modalités décrites dans le projet des nouveaux statuts de la Société ;
- la nomination d'un censeur ;
- la fixation des jetons de présence alloués pour l'exercice 2011 d'une part, aux membres du conseil de surveillance et d'autre part, aux membres du conseil d'administration ; et
- l'autorisation à donner au conseil d'administration aux fins d'intervenir sur le marché des titres de la Société.

Enfin, seront présentées quatorze résolutions relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire. Elles portent sur le renouvellement et l'adoption d'autorisations financières.

Classiquement, la dernière résolution concernera les pouvoirs permettant d'accomplir les formalités.

I – APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE 2010

1^{re} et 2^e résolutions (à titre ordinaire)

Il vous est demandé (i) d'approuver les comptes sociaux de la Société et les comptes consolidés de Safran pour l'exercice 2010 ainsi que les dépenses et charges non déductibles fiscalement et (ii) de donner quitus de leur gestion aux membres du directoire et du conseil de surveillance.

- Les comptes sociaux de la Société font ressortir un bénéfice de 497,1 millions d'euros, contre 249,5 millions d'euros en 2009.
- Les comptes consolidés font ressortir un résultat net (part du Groupe) de 207 millions d'euros (0,51 euro par action) contre 641 millions d'euros (1,60 euro par action) en 2009.

II – AFFECTATION DU RÉSULTAT – FIXATION DU DIVIDENDE

3^e résolution (à titre ordinaire)

Le bénéfice de la société Safran pour l'exercice 2010, soit 497,1 millions d'euros, augmenté du report à nouveau de l'exercice précédant s'élevant à 6,5 millions d'euros, constitue un bénéfice distribuable de 503,6 millions d'euros.

Le directoire propose de verser aux actionnaires un dividende d'un montant global de 208,5 millions d'euros, correspondant à une distribution de 0,50 euro par action, en progression de 31,6 % par rapport à l'exercice précédant.

Le taux de distribution s'établirait ainsi à 40 % des résultats ajustés consolidés.

Ce dividende serait mis en paiement le 29 avril 2011 (détachement de l'action le 26 avril 2011).

Après dotation d'un montant de 294 millions d'euros à un poste de réserve libre, le solde du bénéfice distribuable, soit 1,1 million d'euros, serait affecté au report à nouveau.

III – CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

4^e résolution (à titre ordinaire)

Cette résolution a pour objet de soumettre à votre approbation les conventions et engagements réglementés conclus au cours de l'exercice 2010, tels qu'ils sont décrits dans les rapports spéciaux des commissaires aux comptes.

Conventions réglementées par l'article L. 225-86 du Code de commerce

Il s'agit des conventions, hors opérations courantes, conclues notamment entre la Société et des sociétés avec lesquelles elle a des dirigeants communs, ou entre la Société et un actionnaire détenant plus de 10 % des droits de vote de la Société. Ces conventions relèvent d'une autorisation préalable du conseil de surveillance et font l'objet d'un rapport spécial des commissaires aux comptes.

Deux conventions nouvelles relevant de cette procédure ont été conclues au cours de l'exercice 2010 :

Projet d'accord entre Safran et SNPE pour la reprise de SNPE Matériaux Énergétiques (SME)

Les représentants de l'État au sein du conseil de surveillance (MM. Pierre Aubouin et Christophe Burg, par ailleurs administrateurs représentant l'État au conseil d'administration de SNPE, ainsi que MM. Patrick Gandil et Jean-Bernard Pène) n'ont participé ni aux débats ni au vote du conseil de surveillance sur cette convention.

Le projet porte sur l'acquisition par Safran de la société SNPE Matériaux Énergétiques (SME SA) et de ses filiales, dont 50 % de Roxel, ainsi que de la participation de 40 % de SNPE SA dans Regulus SA, à l'exclusion d'Eurencos.

Le conseil de surveillance du 27 juillet 2010 a confirmé son accord de principe sur l'opportunité de la transaction et autorisé le directoire à poursuivre la négociation et à proposer un prix dans la limite de 300 millions d'euros, le vendeur devant manifester son accord avant le 15 septembre 2010.

Safran et SNPE se sont accordées sur une valeur d'entreprise de 296 millions d'euros pour l'ensemble des activités reprises. SNPE s'est engagée à consentir une garantie de passif environnemental d'une durée de 30 ans (étendue à 40 ans pour les coûts liés à la fermeture des sites), pour un montant de 240 millions d'euros avec une contre-garantie par l'État pour un montant de 216 millions d'euros, ainsi qu'une garantie de passif classique pour un montant de 25 millions d'euros sur l'ensemble des éléments juridiques usuels et sur certains sujets spécifiques.

Le projet d'accord entre Safran et SNPE a été matérialisé par la signature d'une lettre d'intention en date du 5 octobre 2010.

Convention relative à une ligne de crédit syndiqué conclue avec un groupe de banques internationales, parmi lesquelles le Crédit Industriel et Commercial (groupe Crédit Mutuel-CIC)

M. Michel Lucas, vice-président du conseil de surveillance de Safran et président du directoire du CIC et M. François de Combret, *Senior Advisor* au Crédit Agricole CIB, n'ont pris part ni aux débats ni au vote du conseil de surveillance sur cette convention.

Cette convention, autorisée par le conseil de surveillance du 2 décembre 2010, a été signée le 8 décembre 2010.

Elle porte sur la mise en place d'une ligne de crédit renouvelable d'un montant de 1,6 milliard d'euros, d'une durée de 5 ans (échéance décembre 2015), consentie par un groupe de treize banques, parmi lesquelles cinq banques françaises (CIC, agissant également comme Agent, BNP Paribas, agissant également comme Agent de la documentation, Société Générale, Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole Ile-de-France), deux banques allemandes (Deutsche Bank et Commerzbank), deux banques britanniques (Royal Bank of Scotland et HSBC), une banque espagnole (Santander), une banque belge (ING), une banque japonaise (Bank of Tokyo-Mitsubishi) et une banque américaine (Citibank).

Cette nouvelle ligne de crédit vient compléter la ligne existante de 800 millions d'euros qui arrive à échéance en janvier 2012. Elle sera disponible pour les besoins généraux de financement du Groupe.

Les conditions financières de cette ligne de crédit sont les suivantes : sans tirage en moyenne 0,31 % *all in* par an, soit un coût annuel moyen de 4,96 millions d'euros et, en cas de tirage à 100 %, une marge *all in* de 1 % au-dessus de l'EURIBOR.

Engagements réglementés par l'article L. 225-90-1 du Code de commerce

Les engagements pris par la Société, ou par les sociétés qu'elle contrôle, au bénéfice des membres du directoire et correspondant à des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de leurs fonctions, sont soumis à la procédure des conventions réglementées.

Aucun engagement nouveau relevant de ces dispositions n'a été conclu au cours de l'exercice 2010.

IV – MODIFICATION DE LA STRUCTURE DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE DE LA SOCIÉTÉ

5^e résolution (à titre extraordinaire)

Les fonctions de l'ensemble des membres du directoire et du conseil de surveillance viennent à échéance à l'issue de l'Assemblée.

À cette occasion, le conseil de surveillance et le directoire ont décidé de proposer aux actionnaires de la Société une évolution du mode de gouvernement d'entreprise de Safran, reflétée dans de nouveaux statuts soumis à votre approbation.

Il vous est ainsi proposé de faire évoluer la structure actuelle à directoire et conseil de surveillance vers une structure à conseil d'administration avec un directeur général, le cas échéant, assisté de directeurs généraux délégués.

La structure actuelle est en effet un héritage de la fusion opérée en 2005 entre les sociétés Sagem et Snecma et qui avait donné naissance à Safran.

Afin d'intéresser le plus grand nombre possible d'anciens dirigeants des deux entités au succès du rapprochement entrepris, il avait alors été décidé de conserver pour la Société la même structure de gouvernement d'entreprise que celle de la société absorbante.

Six ans après la fusion, les opérations de rapprochement sont aujourd'hui achevées et Safran est désormais une société unifiée. Dès lors, les raisons qui avaient conduit au maintien de la structure de gouvernement d'entreprise à conseil de surveillance et directoire ont disparu.

En outre, il apparaît que cette structure n'est pas la mieux adaptée à l'environnement dans lequel évolue la Société et qui rend nécessaire une réactivité toujours plus grande, notamment dans la prise de décision.

Conformément à la réglementation en vigueur, le projet d'adoption d'une structure de gouvernement d'entreprise à conseil d'administration a fait l'objet d'une information - consultation du comité d'entreprise de la Société.

Le conseil de surveillance du 4 mars 2011, en accord avec les propositions de son comité des nominations et des rémunérations, et le directoire ont décidé de proposer à l'assemblée des actionnaires de la Société l'adoption d'une structure de gouvernement d'entreprise à conseil d'administration.

V – ADOPTION DE NOUVEAUX STATUTS

6^e résolution (à titre extraordinaire)

Il vous est demandé d'approuver le projet des nouveaux statuts, annexé à l'avis de convocation, qui, sous réserve de l'approbation du changement de mode de gouvernement d'entreprise objet de la 5^e résolution, régiront le fonctionnement de la Société sous la forme de société anonyme à conseil d'administration à l'issue de l'Assemblée.

Outre les modifications statutaires liées à l'adoption de la structure de gouvernement d'entreprise à conseil d'administration, les modifications suivantes sont incluses dans le texte des nouveaux statuts soumis à votre approbation :

Actualisation de l'objet social (article 3 du projet des nouveaux statuts)

À l'occasion de la refonte globale des statuts, il vous est proposé d'actualiser l'objet social afin qu'il corresponde parfaitement aux activités conduites aujourd'hui par le groupe Safran.

Suppression des dispositions statutaires instaurant un « premier dividende » et un « super-dividende »

Les statuts actuels de Safran prévoient le versement aux actionnaires d'un premier dividende en cas de bénéfices, dont le montant est égal à 5 % de la valeur nominale des actions libérées et non remboursées (soit 1 centime d'euro par action en 2010).

Le dividende versé aux actionnaires de Safran au-delà de ce premier dividende de 1 centime d'euro, est actuellement présenté comme un « super dividende ».

Ces dispositions historiques sont peu courantes dans les sociétés cotées et inutiles au regard de la politique mise en œuvre par la Société en matière de dividendes au cours des derniers exercices.

Dans le cadre du projet de nouveaux statuts de Safran, soumis à votre approbation, le mécanisme de « premier dividende / super dividende » serait abandonné au profit de dispositions instaurant un dividende classique, conforme aux pratiques des grandes sociétés cotées comparables à Safran.

Fixation des modalités d'exercice des droits de vote entre usufruitiers et nu-proprétaires des actions de la Société démembrées (article 10 du projet des nouveaux statuts)

En cas de démembrement de propriété d'une action, les dispositions législatives et réglementaires applicables réservent, en principe, le droit de vote à l'usufruitier dans les Assemblées Générales Ordinaires et au nu-proprétaire dans les Assemblées Générales Extraordinaires.

Le projet des nouveaux statuts de la Société déroge à ces dispositions en confiant le droit de vote à l'usufruitier dans chaque assemblée, qu'elle soit ordinaire ou extraordinaire, tout en permettant aux usufruitiers et aux nu-proprétaires de convenir entre eux de modalités d'exercice des droits de vote différentes, la Société étant tenue, dans une telle hypothèse, de respecter cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant la réception de la lettre recommandée notifiant ladite convention à la Société.

Modification des seuils statutaires et des règles relatives au franchissement de ces seuils (article 13 du projet des nouveaux statuts)

Les statuts actuels de Safran imposent aux actionnaires de déclarer à la Société le franchissement, à la hausse ou à la baisse, des seuils correspondant à tout multiple de 2,5 % du capital ou des droits de vote de la Société, cette obligation cessant à compter de la détention de 32,5 % du capital ou des droits de vote de la Société.

Afin de suivre plus précisément et plus régulièrement l'évolution de l'actionnariat de la Société, il vous est proposé d'instaurer des seuils plus resserrés, correspondant à tout multiple de 1 % du capital ou des droits de vote de la Société, et d'abandonner le plafond au-delà duquel les déclarations de franchissement de seuil ne sont plus imposées.

Fixation du nombre maximum d'administrateurs à 13, auxquels s'ajoutent, le cas échéant, les représentants des salariés actionnaires (article 14, § 14.1 du projet des nouveaux statuts)

La Société est aujourd'hui constituée sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance.

Le directoire est composé de 7 membres au plus. Le conseil de surveillance est quant à lui composé de 3 à 18 membres, en ce compris les représentants des salariés actionnaires.

Une évolution du mode de gouvernement d'entreprise de la Société vous est proposée : la structure dite « moniste », reposant sur un conseil d'administration, remplacerait dans les nouveaux statuts la structure actuelle à directoire et conseil de surveillance.

Dans ce cadre, la direction de la Société serait assumée par un nombre plus réduit de personnes : le projet de nouveaux statuts de la Société prévoit en effet que le conseil d'administration serait composé de 3 membres au moins et de 13 membres au plus (soit 5 de moins que le maximum légal), auxquels s'ajouteraient deux représentants des salariés actionnaires.

Fixation des modalités de représentation des salariés actionnaires au conseil d'administration (article 14, § 14.8 du projet des nouveaux statuts)

Le conseil de surveillance de Safran comporte deux représentants des salariés actionnaires, qui avaient été nommés par le conseil de surveillance de Safran en avril 2006 en leur qualité de présidents des Fonds Communs de Placement d'Entreprise du Groupe détenant le plus grand nombre d'actions Safran, et ces nominations avaient été ratifiées par l'Assemblée Générale des actionnaires du 18 mai 2006.

Or, la loi du 30 décembre 2006 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié a modifié le régime de la représentation des actionnaires salariés dans les organes d'administration ou de surveillance des sociétés cotées : les candidats à la nomination au poste d'administrateur ou de membre du conseil de surveillance doivent être sélectionnés par un vote des actionnaires salariés, dans les conditions fixées par les statuts, avant d'être proposés à la nomination par l'Assemblée Générale des actionnaires.

Les nouveaux statuts de la Société refléteraient ces modifications législatives et réglementaires et apporteraient les précisions pratiques nécessaires.

Fixation de la durée des mandats des administrateurs et instauration d'un renouvellement échelonné desdits mandats (article 16 du projet des nouveaux statuts)

La durée des mandats des membres du conseil de surveillance de Safran est actuellement fixée à 6 ans. Les mandats de l'ensemble de ces membres prendront fin simultanément à l'issue de l'Assemblée.

Afin de permettre à la Société de se conformer aux principes de gouvernement d'entreprise définis par le code AFEP-MEDEF, auquel la Société entend se conformer, il est proposé (i) d'une part, d'instaurer des mandats plus courts pour les membres du conseil d'administration et (ii) d'autre part, de mettre en place un renouvellement échelonné desdits mandats.

Instauration de mandats plus courts pour les membres du conseil d'administration (article 16, § 16.1 des nouveaux statuts)

Le code AFEP-MEDEF recommande que la durée du mandat des administrateurs ne dépasse pas 4 ans.

Nonobstant cette recommandation et compte tenu du cycle long d'une majorité des activités de la Société, il vous est proposé d'instaurer des mandats d'une durée de 5 ans.

Mise en place de l'échelonnement des mandats (article 16, § 16.4 des nouveaux statuts)

Le code de gouvernement d'entreprise AFEP-MEDEF recommande de mettre en place un processus de renouvellement échelonné des mandats des administrateurs.

À cette fin, dans le projet des nouveaux statuts de la Société, sous réserve de son adoption par l'Assemblée, les mandats des premiers administrateurs de la Société, autres que les administrateurs représentant les salariés actionnaires dont la durée du mandat sera de 5 ans, auraient des durées différentes afin de permettre à l'avenir un renouvellement échelonné :

- les premiers administrateurs ayant été membres du conseil de surveillance au cours des douze mois précédant l'Assemblée (notamment les représentants de l'État) seront nommés pour une durée de 2 ans ;
- deux tiers des premiers administrateurs n'ayant pas été membre du conseil de surveillance au cours des douze mois précédant l'Assemblée seront nommés pour une durée de 6 ans, le tiers restant de ces administrateurs seront nommés pour une durée de 4 ans. La répartition de la durée du mandat des personnes concernées a été faite par tirage au sort.

Fixation de limites d'âge (i) pour les administrateurs (article 16, § 16.3 du projet des nouveaux statuts), (ii) pour le président et le vice-président du conseil d'administration (article 15, § 15.1 et 15.3 du projet des nouveaux statuts), et (iii) pour le directeur général et les directeurs généraux délégués (article 25 du projet des nouveaux statuts)**Âge des administrateurs :**

Les statuts actuels prévoient que la proportion des membres du conseil de surveillance ayant dépassé l'âge de 70 ans ne peut être supérieure au tiers.

Il vous est proposé d'abaisser cette proportion au quart seulement des membres du conseil d'administration.

Age du président et du vice-président du conseil d'administration :

Les statuts actuels limitent l'âge du président et du vice-président du conseil de surveillance à 70 ans, tout en permettant une prorogation de 3 ans.

Le projet de nouveaux statuts repousse la limite d'âge à 75 ans s'agissant du président et du vice-président du conseil d'administration, mais abandonne la faculté de prorogation de 3 ans.

Âge du directeur général et des directeurs généraux délégués :

Les statuts actuels fixent la limite d'âge pour l'exercice des fonctions de président ou de membre du directoire à 66 ans.

Les nouveaux statuts abaisseraient cette limite à 65 ans s'agissant des fonctions de directeur général et de directeur général délégué.

Instauration d'une obligation statutaire de nomination d'un vice-président du conseil d'administration lorsque les fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général ne sont pas dissociées (article 15, § 15.3 du projet des nouveaux statuts)

Le projet des nouveaux statuts de la Société, qu'il vous est proposé d'adopter, prévoit l'obligation de nommer un vice-président du conseil d'administration dans l'hypothèse où les fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général seraient réunies.

Censeurs (article 20 du projet des nouveaux statuts)

Les statuts actuels de la Société prévoient la nomination par le conseil de surveillance, pour une durée de 4 ans, de deux censeurs, soumis à une limite d'âge fixée à 66 ans.

Le projet des nouveaux statuts de la Société, qui vous est soumis pour approbation, maintient la possibilité de nommer deux censeurs au sein du conseil d'administration de la Société (étant précisé que les nouveaux statuts prévoient également, dans un cas spécifique, la présence d'un censeur désigné par l'État – cf. ci-après). Les censeurs seraient désormais nommés par l'Assemblée Générale, pour une durée de 4 ans, et seraient soumis à une limite d'âge relevée à 70 ans.

Par ailleurs, compte tenu de l'activité de la Société, présente notamment dans les secteurs de la défense et de la sécurité, le projet de nouveaux statuts de la Société permet à l'État de désigner un censeur dans l'hypothèse où l'État viendrait à détenir moins de 10 % du capital et des droits de vote de la Société.

Instauration de la possibilité de recourir au vote à distance par voie électronique pour toute assemblée d'actionnaires (article 30, § 30.2 du projet des nouveaux statuts)

Le projet des nouveaux statuts de la Société prévoit la possibilité pour les actionnaires de voter à distance par voie électronique pour toute assemblée d'actionnaires, sous réserve de la décision idoine du conseil d'administration publiée dans l'avis de réunion et l'avis de convocation.

Projet des nouveaux statuts

L'adoption du projet des nouveaux statuts de la Société, reflétant notamment l'adoption d'une structure de gouvernement d'entreprise à conseil d'administration, et intégrant entre autres les modifications statutaires décrites ci-avant, a été recommandée à l'unanimité par le conseil de surveillance de Safran lors de sa réunion en date du 4 mars 2011.

Le texte de ce projet de nouveaux statuts a été communiqué aux actionnaires le 7 mars 2011 lors de la publication au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires (BALO) de l'avis de réunion de l'Assemblée et a été incorporé dans le document de référence de la Société.

VI – MODIFICATION DES NOUVEAUX STATUTS

7^e résolution (à titre extraordinaire)

Il vous est proposé, sous réserve de l'adoption de la 6^e résolution présentée ci-avant, d'ajouter à l'article 31 des nouveaux statuts un paragraphe 31.12 afin d'instaurer une limitation du nombre de droits de vote qu'un actionnaire peut exprimer en Assemblée Générale, pour lui-même et en tant que mandataire.

Cette limite, déterminée par référence au seuil de l'offre publique obligatoire, serait fixée à 30 % du nombre total des droits de vote attachés à l'ensemble des actions de la Société.

Cette limitation statutaire du nombre de droits de vote exerçables en Assemblée Générale deviendrait automatiquement caduque si un actionnaire seul ou plusieurs actionnaires agissant de concert venai(en)t à détenir, à la suite d'une procédure d'offre publique, deux tiers du capital ou des droits de vote de la Société.

Ce dispositif, proposé notamment en prenant en considération certaines activités stratégiques conduites par le Groupe, est protecteur des intérêts des actionnaires. Il a pour objet d'éviter les prises de contrôle rampantes ou toute autre opération ne permettant pas aux actionnaires de la Société de voir leur participation dans le capital valorisée de façon conforme à leurs intérêts. En effet, un actionnaire ou un groupe d'actionnaires ne détenant pas 66 % du capital ou des droits de vote à la suite d'une offre publique ne pourra exprimer en Assemblée Générale que 30 % des droits de vote attachés à l'ensemble des actions de la Société.

Compte tenu du caractère particulier de cette modification statutaire qui n'est pas liée au changement de mode de gouvernement d'entreprise ou aux aménagements des statuts résultant de l'adaptation de ceux-ci aux recommandations les plus récentes en matière de gouvernement d'entreprise, l'insertion dans les nouveaux statuts de ce dispositif de limitation du nombre de droits de vote exerçables en assemblée vous est soumis dans le cadre d'une résolution séparée.

VII – NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

8^e à 20^e résolutions (à titre ordinaire)

Sous réserve de l'adoption des projets de résolutions relatifs au changement du mode de gouvernement d'entreprise de la Société et au projet de nouveaux statuts devant régir le fonctionnement de la Société sous sa nouvelle forme (5^e et 6^e résolutions), l'Assemblée est appelée à nommer les membres du conseil d'administration de la Société, ces nominations prenant effet à l'issue de l'Assemblée.

Si vous adoptiez les résolutions qui vous sont présentées par le directoire avec l'agrément du conseil de surveillance, le conseil d'administration de votre Société serait composé de quinze (15) membres :

- neuf (9) administrateurs parmi lesquels cinq (5) auraient la qualité de membre indépendant ;
- quatre (4) administrateurs représentant l'État ; et
- deux (2) administrateurs représentant les salariés actionnaires, sélectionnés dans le cadre d'un vote des membres des conseils de surveillance des FCPE conforme aux nouvelles dispositions légales qui sont reprises dans le projet des nouveaux statuts.

Ces nominations prendraient effet à l'issue de l'Assemblée.

Il vous est également proposé d'adjoindre à ce conseil d'administration un censeur, dont le rôle est d'assister aux réunions du conseil d'administration, sans voix délibérative, pour veiller à leur bon déroulement. Comme indiqué ci-dessus, dans l'hypothèse où la participation de l'État au capital de la Société deviendrait inférieure à 10 %, l'État pourrait nommer un censeur supplémentaire au sein du conseil d'administration.

Le conseil d'administration ainsi constitué se réunirait à l'issue de l'Assemblée Générale pour notamment définir les modalités d'exercice de la direction générale (dissociation ou réunion des fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général), nommer le président du conseil d'administration et le directeur général de la Société et adopter le règlement intérieur du conseil d'administration.

VIII – FIXATION DU MONTANT DES JETONS DE PRÉSENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

21^e résolution (à titre ordinaire)

Il vous est proposé :

- de fixer à 203 700 euros le montant global des jetons de présence alloués au conseil de surveillance pour la première partie de l'exercice 2011 prenant fin à la date de l'Assemblée ; et
- de fixer à 466 300 euros le montant global des jetons de présence alloués au conseil d'administration pour la seconde partie de l'exercice 2011 débutant à la date de l'Assemblée.

IX – AUTORISATION À LA SOCIÉTÉ D'INTERVENIR SUR LE MARCHÉ DE SES PROPRES ACTIONS

22^e résolution (à titre ordinaire)

Il est demandé à l'Assemblée d'autoriser le conseil d'administration à mettre en œuvre un programme de rachat par la Société de ses propres actions, dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

Le nombre d'actions susceptibles d'être acquises ne pourrait excéder 10 % des actions composant le capital social, soit à titre indicatif 41 702 958 actions sur la base du capital au 31 décembre 2010, la Société ne pouvant par ailleurs détenir, directement et indirectement, plus de 10 % de son capital.

Les achats, cessions ou transferts pourraient être réalisés par tous moyens, y compris les négociations de blocs ou l'utilisation de produits dérivés, et à tout moment, y compris en période d'offre publique sur les titres de la Société, dans les limites autorisées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le prix maximum d'achat serait de 35 euros par action et le montant global des fonds affectés à la réalisation du programme ne pourrait excéder 1,4 milliard d'euros.

Les objectifs de ce programme de rachat d'actions seraient ceux autorisés par la réglementation en vigueur, notamment :

- attribution ou cession d'actions aux salariés ou à certains mandataires sociaux, notamment au titre de la participation aux résultats, ou par l'attribution gratuite d'actions, ou dans le cadre des plans d'épargne du Groupe ;
- annulation d'actions ;
- animation du marché du titre Safran par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité ;
- remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière ; et
- remise à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe.

Cette autorisation serait consentie pour la durée maximum légale de 18 mois.

Bilan 2010 des précédents programmes de rachat d'actions autorisés par l'Assemblée Générale des actionnaires (Assemblées Générales des 28 mai 2009 et 27 mai 2010)

En 2010, les programmes de rachat n'ont été utilisés que dans le seul cadre du contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers.

Dans ce cadre, les achats cumulés ont porté sur 1 060 465 actions, soit 0,25 % du capital, pour une valeur de 21 656 000 euros, et les ventes cumulées ont porté sur 1 060 465 actions pour une valeur de 21 945 000 euros.

Il n'a pas été procédé durant cet exercice à l'annulation d'actions préalablement rachetées.

À la date du 31 décembre 2010, Safran détenait directement et indirectement 17 455 168 de ses propres actions, représentant 4,19 % de son capital, dont :

- auto-détention par la Société : 14 196 061 actions (soit 3,41 % du capital)
- autocontrôle (par l'intermédiaire de deux filiales) : 3 259 107 actions (soit 0,78 % du capital).

La répartition par objectifs des 14 196 061 actions auto-détenues était la suivante :

- actions affectées à l'attribution gratuite d'actions aux salariés du Groupe : 5 694 700 actions ;
- conservation et remise ultérieure à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe : 6 255 443 actions ;
- actions affectées à la couverture des plans d'options d'achat d'actions de groupe Sagem dont le dernier est arrivé à expiration le 21 avril 2009 : 2 245 918 actions.

X – AUTORISATIONS FINANCIÈRES

23^e à 36^e résolutions (à titre extraordinaire)

Les autorisations financières accordées au directoire par les Assemblées Générales du 28 mai 2008, du 28 mai 2009 et du 27 mai 2010 ont aujourd'hui une durée de vie résiduelle très courte. Elles n'ont pas été utilisées au cours de l'exercice 2010.

Sous réserve de l'adoption de la structure de gouvernement d'entreprise à conseil d'administration (5^e résolution) et des nouveaux statuts (6^e résolution), il vous est proposé dans le cadre de l'Assemblée de renouveler les autorisations passées, ainsi que de compléter le dispositif existant, afin de permettre au conseil d'administration de procéder aux opérations qui s'avèreraient nécessaires pour la bonne marche et le développement de la Société et du Groupe.

Le tableau ci-après présente, de manière synthétique, les autorisations financières qu'il vous est demandé d'accorder au conseil d'administration, pour une durée de 26 mois (à l'exception de la délégation objet de la 35^e résolution, qui serait accordée pour une durée de 24 mois et de la délégation objet de la 36^e résolution, qui serait accordée pour une durée de 18 mois) :

Nature de l'autorisation	Plafond(s) spécifique(s) fixé(s) par la résolution en question (en nominal pour les actions et en principal pour les titres de créance)	Plafonds communs à plusieurs résolutions (en nominal pour les actions et en principal pour les titres de créance)	Plafond global (en nominal)
23^e résolution :		33^e résolution :	33^e résolution :
Émission, avec Droit Préférentiel de Souscription (DPS) : <ul style="list-style-type: none"> • d'actions ordinaires ; • de valeurs mobilières (y compris de titres de créance) donnant accès au capital de Safran. 	Augmentations de capital : 25 millions d'euros (30 % du capital social) Émissions de titres de créance donnant accès au capital : 1 milliard d'euros (9,2 % du capital social sur la base d'une action à 26 euros)	Augmentations de capital Réalisées <u>avec</u> ou <u>sans</u> DPS en vertu des 23 ^e et 24 ^e résolutions (et des résolutions liées) : 35 millions d'euros Sur lequel s'imputent : <ul style="list-style-type: none"> • les 25 millions d'euros de la 23^e résolution • les 15 millions d'euros de la 24^e résolution Émissions de titres de créance donnant accès au capital Réalisées <u>avec</u> ou <u>sans</u> DPS en vertu des 23 ^e et 24 ^e résolutions (et des résolutions liées) : 1,4 milliard d'euros Sur lequel s'imputent : <ul style="list-style-type: none"> • le 1 milliard d'euros de la 23^e résolution • le 600 millions d'euros de la 24^e résolution 	Toutes augmentations de capital confondues : 60 millions d'euros

Nature de l'autorisation	Plafond(s) spécifique(s) fixé(s) par la résolution en question (en nominal pour les actions et en principal pour les titres de créance)	Plafonds communs à plusieurs résolutions (en nominal pour les actions et en principal pour les titres de créance)	Plafond global (en nominal)
24^e résolution :			
Émission, sans Droit Préférentiel de Souscription (DPS) : <ul style="list-style-type: none"> • d'actions ordinaires ; • de valeurs mobilières (y compris de titres de créance) donnant accès au capital de Safran • dont <ul style="list-style-type: none"> - par offre au public (24^e résolution) - dans le cadre d'une OPE (25^e résolution) - par placement privé (26^e résolution) 	Augmentations de capital : 15 millions d'euros (18 % du capital social) Titres de créances donnant accès au capital : 600 millions d'euros (5,5 % du capital social sur la base d'une action à 26 euros) (pas de sous-plafond) Sous-plafond (inclus dans la 24^e résolution) Augmentations de capital : 15 millions d'euros S'imputent sur les 15 millions d'euros de la 24 ^e résolution Sous-plafonds (inclus dans la 24^e résolution) Augmentations de capital : 10 millions d'euros (12 % du capital social) S'imputent sur les 15 millions d'euros de la 24 ^e résolution Titres de créance donnant accès au capital : 600 millions d'euros S'imputent sur les 600 millions d'euros de la 24 ^e résolution	33^e résolution : Augmentations de capital réalisées avec ou sans DPS en vertu des 23 ^e et 24 ^e résolutions (et des résolutions liées) : 35 millions d'euros Sur lequel s'imputent : <ul style="list-style-type: none"> • les 25 millions d'euros de la 23^e résolution • les 15 millions d'euros de la 24^e résolution Émissions de titres de créances donnant accès au capital Réalisées avec ou sans DPS en vertu des 23 ^e et 24 ^e résolutions (et des résolutions liées) : 1,4 milliard d'euros Sur lequel s'imputent : <ul style="list-style-type: none"> • le 1 milliard d'euros de la 23^e résolution • les 600 millions d'euros de la 24^e résolution 	33^e résolution : Toutes augmentations de capital confondues : 60 millions d'euros
27^e résolution :			
Augmentation du nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription (dans la limite de 15 % de l'émission initiale) (cette faculté s'applique aux 23 ^e , 24 ^e et 26 ^e résolutions)	Remarque : Les plafonds applicables aux 23 ^e , 24 ^e et 26 ^e résolutions (cf. ci-avant) restent applicables en cas d'exercice de la faculté offerte à la 27 ^e résolution.		
28^e résolution :			
Fixation, dans la limite de 10 % du capital social de la Société, d'un prix d'émission inférieur au minimum usuel (cette faculté s'applique aux 24 ^e et 26 ^e résolutions)	Remarque : La liberté de fixation du prix s'applique dans la limite de 10 % du capital social sur les émissions réalisées en vertu des 24 ^e et 26 ^e résolutions. Les plafonds applicables à ces émissions (cf. ci-avant) leur restent applicables, quel que soit le prix d'émission.		

Nature de l'autorisation	Plafond(s) spécifique(s) fixé(s) par la résolution en question (en nominal pour les actions et en principal pour les titres de créance)	Plafonds communs à plusieurs résolutions (en nominal pour les actions et en principal pour les titres de créance)	Plafond global (en nominal)
29^e résolution :			33^e résolution :
Augmentation du capital social par émission d'actions ordinaires en rémunération d'apports de titres non cotés	10 % du capital existant au jour de la décision d'émission	-	Toutes augmentations de capital confondues : 60 millions d'euros
30^e résolution :			
Incorporation de réserves, bénéfices ou primes	15 millions d'euros	-	
31^e résolution :			
Émission d'actions réservée aux salariés adhérents des plans d'épargne du groupe Safran	1,5 % du nombre d'actions composant le capital social au jour de la décision d'émission	-	
32^e résolution :			
Attribution d'options de souscription d'actions nouvelles ou d'options d'achat d'actions existantes	1,5 % du nombre d'actions composant le capital social au jour de la décision d'attribution	-	
33^e résolution :			
Limitation globale des émissions	<p>Augmentations de capital avec ou sans DPS :</p> <p>35 millions d'euros</p> <p>Sur lesquels s'imputent les plafonds des 23^e, 24^e et 26^e résolutions</p> <p>Ensemble des augmentations de capital :</p> <p>60 millions d'euros</p> <p>Sur lesquels s'imputent les plafonds des 23^e, 24^e, 26^e, 29^e, 30^e, 31^e et 32^e résolutions</p> <p>Émissions de titres de créance :</p> <p>1,4 milliard d'euros</p> <p>Sur lesquels s'imputent les plafonds des 23^e, 24^e et 26^e résolutions</p>	<p>La 33^e résolution instaure la limitation globale des émissions</p> <p>La 33^e résolution instaure la limitation globale des émissions</p>	
34^e résolution :			
Attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre aux salariés du groupe Safran	1,5 % du nombre d'actions composant le capital social au jour de la décision d'attribution	-	-
35^e résolution :			
Annulation d'actions auto-détenues	10 % du capital social par période de 24 mois	-	-
36^e résolution :			
Attribution de bons aux actionnaires en cas d'offre publique sur la Société	40 millions d'euros	-	-

Afin de donner à Safran la possibilité de lever les ressources nécessaires au financement du fonctionnement et du développement du Groupe, dans les meilleurs délais et avec une certaine flexibilité pour choisir, en fonction des conditions de marché, les instruments financiers les plus adaptés, il vous est demandé de conférer au conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, les autorisations et délégations (notamment de compétence) nécessaires pour lui permettre d'émettre des actions ordinaires et des valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société. La délégation relative à l'annulation d'actions auto-détenues serait, quant à elle, accordée pour une durée de 24 mois, et celle relative à l'émission à titre gratuit de bons de souscription d'actions en cas d'offre publique sur la Société pour une durée de 18 mois.

Dans l'hypothèse où elles seraient adoptées par l'Assemblée, ces délégations remplaceraient et complèteraient les délégations qui avaient précédemment été octroyées au bénéfice du directoire de la Société lors des Assemblées Générales de 2008, 2009 et 2010.

Il est à noter que les résolutions décrites ci-après (de la 23^e à la 36^e résolution) vous sont présentées sous réserve de l'approbation par l'Assemblée des 5^e et 6^e résolutions relatives à l'adoption d'une structure de gouvernement d'entreprise à conseil d'administration et à l'adoption des nouveaux statuts.

Dans l'hypothèse où les 5^e et 6^e résolutions ne seraient pas adoptées, les 23^e à 36^e résolutions, dont le contenu est décrit ci-après, seraient sans objet.

Description des autorisations et délégations qu'il est demandé à l'Assemblée d'accorder au conseil d'administration :

23^e résolution

Délégation de compétence à donner au conseil d'administration pour augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires

Cette résolution autorise les émissions d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription pour les actionnaires. Ce droit est détachable des actions détenues et négociable pendant toute la période de souscription.

Les droits préférentiels de souscription permettent à leur titulaire de souscrire à titre irréductible, pendant un délai minimum de cinq jours de bourse à compter de l'ouverture de la période de souscription, un nombre d'actions nouvelles proportionnel au nombre de droits préférentiels détenus.

Le montant en nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées (soit immédiatement, soit à terme dans le cas d'une émission de valeurs mobilières donnant accès au capital) dans le cadre de cette résolution ne pourra excéder 25 millions d'euros (soit environ 30 % du montant du capital social).

Ce montant s'imputera sur les plafonds fixés par la 33^e résolution, à savoir :

- le sous-plafond de 35 millions d'euros applicable aux augmentations de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription réalisées en vertu des 23^e, 24^e et 26^e résolutions ; et
- le plafond global de 60 millions d'euros applicable à l'ensemble des augmentations de capital pouvant être réalisées par le conseil d'administration.

Le montant en principal des titres de créance émis ne pourra être supérieur à 1 milliard d'euros, et s'imputera sur le plafond global de 1,4 milliard d'euros fixé par la 33^e résolution.

Cette délégation mettra fin, à la date de l'Assemblée, à la délégation, ayant le même objet et consentie au directoire par l'Assemblée Générale des actionnaires du 28 mai 2009 (9^e résolution).

24^e résolution

Délégation de compétence à donner au conseil d'administration pour augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, par offre au public avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires

Cette résolution autorise les émissions d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, dans le cadre d'une offre au public, mais avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Le conseil d'administration aura cependant la faculté d'accorder aux actionnaires un délai de priorité de souscription dont la durée d'exercice sera d'au moins trois jours de bourse, mais ce droit ne sera pas négociable.

La suppression du droit préférentiel de souscription permet de faciliter le placement des titres auprès du public, notamment lorsque la rapidité de réalisation des opérations constitue une condition essentielle de leur réussite, ou lorsque les émissions sont effectuées sur les marchés financiers en France et hors de France.

De même que pour la 23^e résolution, le montant en nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées (soit immédiatement, soit à terme dans le cas d'une émission de valeurs mobilières donnant accès au capital) dans le cadre de cette résolution, ne pourra excéder 15 millions d'euros (soit environ 18 % du montant du capital social).

Ce montant s'imputera sur les plafonds fixés par la 33^e résolution, à savoir :

- le sous-plafond de 35 millions d'euros applicable aux augmentations de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription réalisées en vertu des 23^e, 24^e et 26^e résolutions ; et
- le plafond global de 60 millions d'euros applicable à l'ensemble des augmentations de capital pouvant être réalisées par le conseil d'administration.

Le montant en principal des titres de créance émis ne pourra quant à lui être supérieur à 600 millions d'euros, et s'imputera sur le plafond global de 1,4 milliard d'euros fixé par la 33^e résolution.

Le prix d'émission des titres sera fixé conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur au moment de l'émission (soit, à la date de l'Assemblée, un prix au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant la fixation du prix, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 %).

Toutefois, en vertu de la 28^e résolution présentée ci-après, et sous réserve de l'adoption de celle-ci, le Conseil pourra fixer, dans la limite de 10 % du capital social de la Société, le prix d'émission des actions et des valeurs mobilières émises en vertu de la 24^e résolution selon les modalités fixées dans la 28^e résolution.

Cette délégation mettra fin, à la date de l'Assemblée, à la délégation, ayant le même objet et consentie au directoire par l'Assemblée Générale des actionnaires du 28 mai 2009 (10^e résolution).

25^e résolution

Délégation de compétence à donner au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions de la Société et des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en cas d'offre publique d'échange initiée par la Société

Par cette résolution, qui s'inscrit dans le cadre de la 24^e résolution, l'Assemblée délègue au conseil d'administration sa compétence pour décider l'émission d'actions de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en rémunération de titres apportés à une offre publique d'échange initiée en France ou à l'étranger par la Société sur des titres d'une autre société.

Le montant en nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées (soit immédiatement, soit à terme dans le cas d'une émission de valeurs mobilières donnant accès au capital) dans le cadre de cette résolution ne pourra excéder 15 millions d'euros (soit environ 18 % du montant du capital social).

Ce montant s'imputera sur le plafond de 15 millions d'euros fixé à la 24^e résolution et, par construction :

- sur le plafond de 35 millions d'euros applicable aux augmentations de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription réalisées en vertu des 23^e, 24^e et 26^e résolutions ; et
- sur le plafond global de 60 millions d'euros applicable à l'ensemble des augmentations de capital pouvant être réalisées par le conseil d'administration.

À défaut de plafond spécifique, le montant en principal des titres de créance émis ne pourra quant à lui être supérieur au plafond de 600 millions d'euros fixé à la 24^e résolution, et s'imputera sur le plafond global de 1,4 milliard d'euros fixé par la 33^e résolution.

Le prix d'émission des titres sera fixé conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur à la date de l'émission (soit, à la date de l'Assemblée, un prix au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant la fixation du prix, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 %), la parité d'échange étant elle déterminée par le conseil d'administration.

Cette délégation mettra fin, à la date de l'Assemblée, à la délégation, ayant le même objet et consentie au directoire par l'Assemblée Générale des actionnaires du 28 mai 2009 (10^e résolution).

26^e résolution

Délégation de compétence à donner au conseil d'administration pour augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, par voie de placement privé visé à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires

Cette résolution permettra au conseil d'administration de procéder à l'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, dans le cadre d'un placement privé qui s'adressera exclusivement à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Ce mode de placement, qui bénéficie d'une procédure allégée par rapport à l'offre au public, permet à la Société d'être, en cas de besoin, plus réactive pour bénéficier des opportunités du marché afin de réaliser une levée rapide de fonds.

Le montant en nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées (soit immédiatement, soit à terme dans le cas d'une émission de valeurs mobilières donnant accès au capital) dans le cadre de cette résolution, ne pourra excéder 10 millions d'euros (soit environ 12 % du montant du capital social).

Ce montant s'imputera sur le plafond de 15 millions d'euros fixé à la 24^e résolution et, par construction :

- sur le plafond de 35 millions d'euros applicable aux augmentations de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription réalisées en vertu des 23^e, 24^e et 26^e résolutions ; et
- sur le plafond global de 60 millions d'euros applicable à l'ensemble des augmentations de capital pouvant être réalisées par le conseil d'administration.

Il sera en outre, conformément à la loi, plafonné à 20 % du capital social par an.

Le montant en principal des titres de créance émis ne pourra quant à lui être supérieur à 600 millions d'euros.

Ce montant s'imputera sur le plafond de 600 millions d'euros fixé à la 24^e résolution et, par construction, sur le plafond de 1,4 milliard d'euros fixé à la 33^e résolution.

Le prix d'émission des titres sera fixé conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur au moment de l'émission (soit, à la date de l'Assemblée, un prix au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant la fixation du prix, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 %).

Toutefois, en vertu de la 28^e résolution présentée ci-après, et sous réserve de l'adoption de celle-ci, le conseil d'administration pourra fixer, dans la limite de 10 % du capital social de la Société, le prix d'émission des actions et des valeurs mobilières émises en vertu de la 26^e résolution selon les modalités fixées dans la 28^e résolution.

Cette délégation mettra fin, à la date de l'Assemblée, à la délégation, ayant le même objet et consentie au directoire par l'Assemblée Générale des actionnaires du 28 mai 2009 (10^e résolution).

27^e résolution

Délégation de compétence à donner au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription

Par cette résolution, l'Assemblée délègue au conseil d'administration sa compétence pour décider d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation du capital social de la Société avec ou sans droit préférentiel de souscription, décidée par le conseil d'administration agissant sur délégation reçue de l'Assemblée en vertu de la 23^e résolution, de la 24^e résolution ou de la 26^e résolution présentées ci-avant.

Le conseil d'administration pourra notamment faire usage de cette délégation pour octroyer une option de surallocation.

Toute émission réalisée dans le cadre de cette 27^e résolution devra être réalisée

- au même prix que l'émission initiale à laquelle elle fait suite, et
- dans les délais et les limites fixés par les dispositions législatives et réglementaires applicables au jour de l'émission (soit, à la date de l'Assemblée, dans les trente jours de la clôture de la souscription et dans la limite de 15 % du montant de l'émission initiale).

28^e résolution

Délégation de compétence à donner au conseil d'administration en cas d'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription d'actions ou de toutes valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, en vue de fixer, dans la limite de 10 % du capital social de la Société, le prix d'émission selon les modalités arrêtées par l'Assemblée Générale

Aux termes de cette résolution, le conseil d'administration sera autorisé à fixer le prix d'émission dans le cadre d'émissions sans droit préférentiel de souscription réalisées en vertu des 24^e et 26^e résolutions présentées ci-avant, et ce dans la limite de 10 % du capital social de la Société par an (en ce inclus les émissions réalisées en vertu de la 27^e résolution).

Le prix pouvant être fixé par le conseil d'administration serait au moins égal à la moyenne pondérée du cours de l'action sur Euronext Paris au cours des trois séances de bourse précédant la décision de fixation du prix éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10 % étant précisé que le prix minimum des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société sera établi au moment de l'émission de ces valeurs mobilières sur la base du prix minimum des actions auxquelles elles donnent accès.

29^e résolution

Délégation de pouvoirs à donner au conseil d'administration pour augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital

Par cette résolution, l'Assemblée délègue au conseil d'administration les pouvoirs nécessaires pour décider d'augmenter le capital social par émission d'actions de la Société en vue de rémunérer des apports constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, non coté(e)s.

Le montant des émissions réalisées dans ce cadre sera plafonné à 10 % du capital social existant au jour de la décision prise par le conseil d'administration et s'imputera sur le plafond global de 60 millions d'euros fixé par la 33^e résolution.

30^e résolution

Délégation de compétence à donner au conseil d'administration pour augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou primes

Par cette résolution, l'Assemblée délègue au conseil d'administration sa compétence pour décider d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou primes.

Le montant nominal maximum des augmentations de capital réalisées dans ce cadre sera plafonné à 15 millions d'euros en nominal, et s'imputera sur le plafond global de 60 millions d'euros fixé par la 33^e résolution.

Cette délégation mettra fin, à la date de l'Assemblée, à la délégation, ayant le même objet et consentie au directoire par l'Assemblée Générale des actionnaires du 27 mai 2010 (10^e résolution).

31^e résolution

Délégation de compétence à donner au conseil d'administration pour augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires réservées aux salariés adhérents de plans d'épargne du groupe Safran

Cette résolution vise à permettre au conseil d'administration d'offrir aux salariés adhérents du plan d'épargne groupe ou de tout plan d'épargne d'entreprise existant au sein du Groupe la possibilité de souscrire à des actions de la Société, afin de les associer plus étroitement au développement du Groupe.

Elle répond par ailleurs à l'obligation prévue par l'article L. 225-129-6, alinéa 1 du Code de commerce, selon lequel l'Assemblée doit se prononcer sur un projet de résolution relatif à une augmentation de capital réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise, lorsqu'elle décide, ou délègue sa compétence de décider, une augmentation de capital en numéraire.

Cette autorisation est nécessairement assortie de la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des salariés concernés.

Les augmentations de capital réalisées dans ce cadre seraient plafonnées à 1,5 % du capital social, étant précisé que ce montant s'imputerait sur le plafond global d'augmentation du capital social fixé par la 33^e résolution.

Le prix de souscription des actions, qui serait fixé conformément aux dispositions de l'article L. 3332-19 du Code du travail, ne pourrait être inférieur à la moyenne des cours de clôture de l'action pendant les vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du conseil d'administration fixant la date d'ouverture de la souscription, diminuée de la décote maximale admise par la loi au jour de la décision du conseil d'administration.

Cette délégation mettra fin, à la date de l'Assemblée, à la délégation, ayant le même objet et consentie au directoire par l'Assemblée Générale des actionnaires du 28 mai 2009 (11^e résolution).

32^e résolution

Autorisation à donner au conseil d'administration de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions aux salariés et aux mandataires sociaux de la Société et des sociétés du groupe Safran

Cette résolution vise à permettre au conseil d'administration de consentir au profit des salariés et des mandataires sociaux (pouvant bénéficier de telles attributions en vertu de la loi) de la Société et des sociétés du Groupe des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la Société émises au titre de l'augmentation de son capital social, ou à l'achat d'actions existantes de la Société provenant de rachats effectués par celle-ci dans les conditions prévues par la loi.

Cette autorisation est nécessairement assortie de la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des salariés concernés.

Les augmentations de capital réalisées dans ce cadre seront plafonnées à 1,5 % du capital social, étant précisé que ce montant s'imputera sur le plafond global d'augmentation du capital social fixé par la 33^e résolution.

Le prix de souscription des actions (en ce qui concerne les options de souscription) ne pourra être inférieur à la moyenne des cours de clôture de l'action pendant les vingt séances de bourse précédant le jour où les options seront consenties.

Le prix d'acquisition des actions (en ce qui concerne les options d'achat) ne pourra être inférieur (i) ni à la moyenne des cours de clôture de l'action pendant les vingt séances de bourse précédant le jour où les options seront consenties, (ii) ni au cours moyen d'achat des actions de la Société détenues par la Société.

Cette délégation mettra fin, à la date de l'Assemblée, à la délégation, ayant le même objet et consentie au directoire par l'Assemblée Générale des actionnaires du 28 mai 2008 (12^e résolution).

33^e résolution

Limitation globale des autorisations d'émission

Cette résolution fixe des plafonds pour les émissions pouvant être réalisées par le conseil d'administration en vertu des délégations accordées par l'Assemblée :

- un plafond global de 60 millions d'euros en nominal (soit environ 71,9 % du capital social) serait fixé pour l'ensemble des augmentations de capital pouvant être réalisées par le conseil d'administration sur délégation de l'assemblée, en vertu des 23^e, 24^e, 26^e, 29^e, 30^e, 31^e et 32^e résolutions ;
- un sous-plafond de 35 millions d'euros en nominal, imputable sur le plafond global de 60 millions d'euros, serait applicable aux augmentations de capital réalisées dans le cadre des 23^e, 24^e et 26^e résolutions ;
- en ce qui concerne les titres de créances pouvant être émis en vertu des 23^e, 24^e et 26^e résolutions, le plafond global serait fixé à 1,4 milliard d'euros en principal.

34^e résolution

Autorisation à donner au conseil d'administration de procéder à l'attribution gratuite d'actions de la Société existantes ou à émettre au profit de salariés et de mandataires sociaux de la Société et des sociétés du groupe Safran

Cette résolution autorise le conseil d'administration à procéder à des attributions à titre gratuit d'actions existantes ou à émettre de la Société, (i) au profit des membres du personnel salarié, ou de certaines catégories d'entre eux, ou (ii) au profit des mandataires sociaux pouvant bénéficier de telles attributions en vertu de la loi, ou de certains d'entre eux, qu'ils appartiennent à la Société ou à des sociétés du Groupe.

Les actions concernées seront des actions à émettre à titre d'augmentation de capital ou des actions existantes préalablement rachetées par la Société dans le cadre des programmes de rachat d'actions autorisés par l'Assemblée Générale.

Le conseil d'administration déterminera l'identité des bénéficiaires des attributions, ainsi que les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions.

Le nombre total d'actions attribuées gratuitement ne pourra excéder 1,5 % du capital social au jour de la décision du conseil d'administration.

L'attribution gratuite des actions à leurs bénéficiaires ne deviendra définitive qu'au terme d'une période d'acquisition fixée par le conseil d'administration qui ne pourra être inférieure à deux ans. Les bénéficiaires auront l'obligation de conserver les actions pendant une durée minimale fixée par le conseil d'administration qui ne pourra être inférieure à deux ans à compter de l'attribution définitive des actions, cette durée pouvant être réduite ou supprimée si la période d'acquisition est d'au moins quatre ans.

Cette délégation mettra fin, à la date de l'Assemblée, à la délégation, ayant le même objet et consentie au directoire par l'Assemblée Générale des actionnaires du 28 mai 2008 (14^e résolution).

35^e résolution

Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation des actions de la Société détenues par celle-ci

Il est demandé à l'Assemblée d'autoriser le conseil d'administration à annuler, par voie de réduction du capital social, tout ou partie des actions auto-détenues par la Société, tant au résultat de la mise en œuvre des programmes de rachat d'actions précédemment autorisés par l'Assemblée Générale des actionnaires, que dans le cadre du programme de rachat qu'il vous est proposé d'autoriser par la 22^e résolution à titre ordinaire.

Conformément aux dispositions légales, les actions ne pourront être annulées que dans la limite de 10 % du capital social par période de 24 mois.

Cette autorisation annulera et remplacera, à la date de l'Assemblée, pour la fraction non utilisée, la précédente autorisation consentie par l'Assemblée Générale des actionnaires du 27 mai 2010 (11^e résolution).

36^e résolution

Délégation de compétence à donner au conseil d'administration en vue de procéder à l'émission à titre gratuit de bons de souscription d'actions en cas d'offre publique sur la Société

Cette résolution autorise le conseil d'administration à attribuer aux actionnaires à titre gratuit des bons de souscription d'actions dans l'hypothèse où une offre publique visant les titres de la Société serait déposée dans les 18 mois à compter de l'Assemblée, uniquement dans le cas où l'initiateur d'une telle offre serait une entité n'ayant pas elle-même l'obligation d'obtenir l'approbation de l'assemblée de ses actionnaires pour prendre des mesures de défense en période d'offre, ou serait contrôlée par une entité non soumise à cette obligation (« exception légale de réciprocité »).

La faculté d'émettre des bons de souscription d'actions dans l'hypothèse d'une offre publique visant les titres de la Société n'a pas pour objectif de faire échouer une offre hostile et serait conforme à l'intérêt de la Société et de ses actionnaires. Cette faculté (i) constitue en effet un mécanisme de nature à assurer la pleine valorisation de la Société en cas d'offre publique en incitant l'initiateur à renchérir le prix de son offre si celui-ci était jugé insuffisant et (ii) ne sera utilisée par le conseil d'administration que dans l'hypothèse d'une offre jugée contraire aux intérêts de la Société et de ses actionnaires.

Cette émission interviendrait dans les conditions fixées par les dispositions du Code de commerce et par celles du règlement général de l'Autorité des marchés financiers qui encadrent strictement ce mécanisme.

Le conseil d'administration pourra consulter tout expert extérieur qu'il choisira à l'effet de l'assister dans l'appréciation de l'offre et afin de déterminer si l'exception légale de réciprocité est ou non applicable en l'espèce.

En cas de mise en œuvre de cette délégation, le conseil d'administration rendra compte aux actionnaires, lors de l'émission des bons, des circonstances et raisons pour lesquelles il estime que l'offre n'est pas dans l'intérêt de la Société et de ses actionnaires et qui justifient qu'il soit procédé à l'émission de tels bons, ainsi que des critères et méthodes selon lesquels sont fixées les modalités de détermination du prix d'exercice des bons.

Le nombre de bons à émettre serait en tout état de cause limité au nombre d'actions composant le capital social au moment de leur émission et le montant nominal de l'augmentation de capital qui résulterait de leur exercice serait plafonné à 40 millions d'euros, soit approximativement 48 % du capital social de la Société. Ce montant serait fixé indépendamment de tout autre plafond relatif aux émissions de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

Cette autorisation pourra être utilisée par le conseil d'administration en cas d'offre déposée dans les 18 mois suivant l'Assemblée.

XI – POUVOIRS POUR LES FORMALITÉS

37^e résolution

La 37^e résolution concerne les pouvoirs nécessaires à l'accomplissement des publications et des formalités légales inhérentes aux résolutions de la partie ordinaire et extraordinaire de l'Assemblée.

PROJETS DE RÉSOLUTIONS

RÉSOLUTIONS RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Première résolution

Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2010 - Quitus aux membres du directoire et du conseil de surveillance

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du directoire, de l'absence d'observations du conseil de surveillance sur le rapport du directoire et sur les comptes sociaux, ainsi que du rapport général des commissaires aux comptes, approuve les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2010 tels qu'ils lui sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports, faisant apparaître un bénéfice de 497 099 620,77 euros.

En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, l'Assemblée Générale approuve les dépenses et charges non déductibles visées à l'article 39-4 dudit code, dont le montant global s'élève à 118 769,73 euros et qui ont donné lieu à une imposition de 40 892,42 euros.

L'Assemblée Générale donne en conséquence aux membres du directoire et du conseil de surveillance quitus de leur gestion pour l'exercice 2010.

Deuxième résolution

Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2010

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du directoire, de l'absence d'observations du conseil de surveillance sur le rapport du directoire et sur les comptes consolidés, ainsi que du rapport des commissaires aux comptes sur lesdits comptes, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010 tels qu'ils lui sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Troisième résolution

Affectation du résultat, fixation du dividende

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, décide, conformément à la proposition du directoire, d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice 2010 :

• Bénéfice de l'exercice	497 099 620,77 euros
• Report à nouveau ⁽¹⁾	6 557 530,79 euros
• Bénéfice distribuable	503 657 151,56 euros
Affectation :	
• Dividende ⁽²⁾	208 514 792,50 euros
• Réserve facultative	294 000 000,00 euros
• Report à nouveau	1 142 359,06 euros

(1) incluant le dividende au titre de l'exercice 2009 afférent aux actions de la Société détenues par la Société à la date de mise en paiement de ce dividende, soit 5 394 655,18 euros.

(2) en ce compris le premier dividende statutaire dont le montant est égal à 5 % de la valeur nominale des actions de la Société.

En conséquence, le dividende distribué sera de 0,50 euro par action.

Ce dividende sera mis en paiement le 29 avril 2011, étant précisé qu'il sera détaché de l'action le 26 avril 2011.

Le dividende est éligible en totalité à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158.3.2° du Code général des impôts pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, sauf option pour le prélèvement forfaitaire libératoire au taux de 19 % prévu à l'article 117 quater dudit code.

L'Assemblée Générale décide que le montant du dividende non versé pour les actions de la Société détenues par la Société à la date de mise en paiement sera affecté au report à nouveau.

Elle prend acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions rémunérées ⁽¹⁾	Dividende net par action	Dividende global distribué ⁽³⁾
2009	402 833 124	0,38 euro	153 076 587,12 euros
2008	402 443 027 ⁽²⁾	0,25 euro	100 610 160,59 euros
2007	414 783 667	0,40 euro	165 913 466,80 euros

(1) Nombre total d'actions, soit 417 029 585, diminué du nombre d'actions de la Société détenues par la Société à la date de mise en paiement du dividende.

(2) 402 435 575 actions ont reçu l'acompte sur dividende (0,08 euro) et 402 443 027 actions ont reçu le solde du dividende (0,17 euro).

(3) Éligible en totalité à l'abattement de 40 % prévu par l'article 158.3.2° du Code général des impôts.

Quatrième résolution

Approbation des conventions et engagements soumis aux dispositions des articles L. 225-86 et L. 225-90-1 du Code de commerce

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports spéciaux des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements soumis aux dispositions des articles L. 225-86 et L. 225-90-1 du Code de commerce, approuve les conventions nouvelles conclues au cours de l'exercice 2010 présentées dans ces rapports.

RÉSOLUTIONS RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Modifications statutaires

Cinquième résolution

Changement du mode d'administration et de direction de la Société : adoption d'une structure de gouvernement d'entreprise à conseil d'administration

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, décide, sous réserve de l'adoption de la 6^e résolution ci-après, de modifier le mode d'administration et de direction de la Société par l'adoption d'une structure de gouvernement d'entreprise à conseil d'administration régie notamment par les dispositions des articles L. 225-17 à L. 225-56 du Code de commerce.

Cette décision prend effet à l'issue de la présente Assemblée.

En conséquence, l'Assemblée Générale, sous réserve de l'adoption de la 6^e résolution ci-après :

- constate que les fonctions des membres du conseil de surveillance, des censeurs et des membres du directoire prennent fin à l'issue de la présente Assemblée ;
- décide que les comptes de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2011 seront arrêtés et présentés suivant les règles légales et statutaires applicables aux sociétés anonymes à conseil d'administration.

Sixième résolution

Adoption des nouveaux statuts après refonte globale

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, du texte des nouveaux statuts dont l'adoption lui est soumise et sous réserve de l'adoption de la 5^e résolution ci-avant, approuve la refonte globale des statuts de la Société, incluant, outre les modifications statutaires liées à l'adoption d'une structure de gouvernement d'entreprise à conseil d'administration, les principaux changements énumérés ci-après :

- actualisation de l'objet social (article 3 des nouveaux statuts) ;
- suppression des dispositions statutaires instaurant un « premier dividende » et un « super-dividende » ;

- modalités d'exercice des droits de vote entre usufruitiers et nu-proprétaires des actions de la Société démembrées (article 10 des nouveaux statuts) ;
- modification des seuils statutaires et des règles relatives au franchissement de ces seuils (article 13 des nouveaux statuts) ;
- fixation du nombre maximum d'administrateurs à 13, auxquels s'ajoutent, le cas échéant, les représentants des salariés actionnaires (article 14, § 14.1 des nouveaux statuts) ;
- fixation des modalités de représentation des salariés actionnaires au conseil d'administration (article 14, § 14.8 des nouveaux statuts) ;
- fixation de la durée des mandats des administrateurs et instauration d'un renouvellement échelonné desdits mandats (article 16 des nouveaux statuts) ;
- fixation de limites d'âge (i) pour les administrateurs (article 16, § 16.3 des nouveaux statuts), (ii) pour le président et le vice-président du conseil d'administration (article 15, § 15.1 et 15.3 des nouveaux statuts), et (iii) pour le directeur général et les directeurs généraux délégués (article 25 des nouveaux statuts) ;
- instauration d'une obligation statutaire de nomination d'un vice-président du conseil d'administration lorsque les fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général ne sont pas dissociées (article 15, § 15.3 des nouveaux statuts) ;
- instauration d'une faculté pour l'État de désigner un censeur dans l'hypothèse où l'État viendrait à détenir moins de 10 % du capital (article 20 des nouveaux statuts) ; et
- instauration de la possibilité de recourir au vote à distance par voie électronique pour toute assemblée d'actionnaires (article 30, § 30.2 des nouveaux statuts).

En conséquence, l'Assemblée Générale décide d'adopter à la fois chaque article et l'intégralité des nouveaux statuts qui régiront la Société sous la forme de société anonyme à conseil d'administration à l'issue de la présente Assemblée et dont le texte sera annexé au procès-verbal de la présente Assemblée.

Septième résolution

Modification des nouveaux statuts pour y inclure une limitation des droits de vote

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire et sous réserve de l'adoption de la 6^e résolution ci-avant, décide d'ajouter, à l'article 31 des nouveaux statuts objet de la 6^e résolution, un nouveau paragraphe 31.12 rédigé comme suit :

« Limitation des droits de vote

31.12 Par dérogation aux dispositions des paragraphes 31.7 et 31.8 ci-avant, en Assemblée Générale, aucun actionnaire ne peut exprimer, pour lui-même et en tant que mandataire, au titre des droits de vote attachés aux actions qu'il détient directement ou indirectement et aux pouvoirs qui lui sont donnés, plus de 30 % du nombre total des droits de vote attachés à l'ensemble des actions de la Société.

Pour l'application des dispositions ci-dessus :

- le nombre total des droits de vote attachés aux actions de la Société pris en compte est calculé à la date de l'Assemblée Générale et est porté à la connaissance des actionnaires à l'ouverture de ladite Assemblée Générale ;
- le nombre de droits de vote détenus directement et indirectement s'entend de ceux qui sont attachés aux actions que détient en propre :
 - une personne physique, soit à titre personnel, soit dans le cadre d'une indivision,
 - une société, groupement, association ou fondation,

et de ceux qui sont attachés aux actions détenues par une société contrôlée, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, par une autre société ou par une personne physique, association, groupement ou fondation ;

- pour les droits de vote exprimés par le président de l'Assemblée Générale, ne sont pas pris en compte dans les limitations prévues ci-dessus les droits de vote qui sont attachés à des actions pour lesquelles une procuration a été retournée à la Société sans indication de mandataire et qui, individuellement, n'enfreignent pas les limitations prévues.

Les limitations prévues ci-dessus sont sans effet pour le calcul du nombre total des droits de vote, y compris les droits de vote double, attachés aux actions de la Société et dont il doit être tenu compte pour l'application des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires prévoyant des obligations particulières par référence au nombre des droits de vote existant dans la Société ou au nombre d'actions ayant droit de vote.

Les limitations prévues ci-dessus deviennent caduques, sans qu'il y ait lieu à une nouvelle décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, dès lors qu'une personne physique ou morale, agissant seule ou de concert avec une ou plusieurs personnes physiques ou morales, vient à détenir, à la suite d'une procédure d'offre publique visant la totalité des actions de la Société, deux-tiers du capital ou des droits de vote de la Société. Le conseil d'administration constate la réalisation d'une telle caducité et procède aux formalités corrélatives de modification des statuts. »

LES RÉSOLUTIONS 8 À 36 SONT SOUMISES AU VOTE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SOUS RÉSERVE DE L'APPROBATION DES 5^E ET 6^E RÉSOLUTIONS CI-AVANT.

RÉSOLUTIONS RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Huitième résolution

Nomination de M. Jean-Paul Herteman en qualité d'administrateur

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, nomme M. Jean-Paul Herteman en qualité d'administrateur pour une durée de 4 ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2014.

Neuvième résolution

Nomination de M. Francis Mer en qualité d'administrateur

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, nomme M. Francis Mer en qualité d'administrateur pour une durée de 2 ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2012.

Dixième résolution

Nomination de M. Giovanni Bisignani en qualité d'administrateur

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, nomme M. Giovanni Bisignani en qualité d'administrateur pour une durée de 6 ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2016.

Onzième résolution

Nomination de M. Jean-Lou Chameau en qualité d'administrateur

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, nomme M. Jean-Lou Chameau en qualité d'administrateur pour une durée de 4 ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2014.

Douzième résolution

Nomination de Mme Odile Desforges en qualité d'administrateur

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, nomme Mme Odile Desforges en qualité d'administrateur pour une durée de 6 ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2016.

Treizième résolution

Nomination de M. Jean-Marc Forneri en qualité d'administrateur

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, nomme M. Jean-Marc Forneri en qualité d'administrateur pour une durée de 2 ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2012.

Quatorzième résolution

Nomination de M. Xavier Lagarde en qualité d'administrateur

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, nomme M. Xavier Lagarde en qualité d'administrateur pour une durée de 6 ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2016.

Quinzième résolution

Nomination de M. Michel Lucas en qualité d'administrateur

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, nomme M. Michel Lucas en qualité d'administrateur pour une durée de 2 ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2012.

Seizième résolution

Nomination de Mme Élisabeth Lulin en qualité d'administrateur

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, nomme Mme Elisabeth Lulin en qualité d'administrateur pour une durée de 6 ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2016.

Dix-septième résolution

Nomination de quatre administrateurs représentant l'État

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, prend acte du fait que quatre administrateurs représentant l'État seront désignés par arrêté ministériel pour une durée de 2 ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2012 conformément aux dispositions de l'article 16.4 des nouveaux statuts de la Société objet de la sixième résolution.

Dix-huitième résolution

Nomination de M. Christian Halary en qualité d'administrateur, sur proposition des salariés actionnaires du groupe Safran

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, nomme M. Christian Halary en qualité d'administrateur pour une durée de 5 ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2015.

Dix-neuvième résolution

Nomination de M. Marc Aubry en qualité d'administrateur, sur proposition des salariés actionnaires du groupe Safran

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, nomme M. Marc Aubry en qualité d'administrateur pour une durée de 5 ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2015.

Vingtième résolution

Nomination de Mme Caroline Grégoire-Sainte Marie en qualité de censeur

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, nomme Mme Caroline Grégoire-Sainte Marie en qualité de censeur, pour une durée de 4 ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2014.

Vingt-et-unième résolution

Fixation des jetons de présence

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, fixe :

- le montant global des jetons de présence alloués au conseil de surveillance pour la première partie de l'exercice 2011 prenant fin à la date de la présente assemblée à 203 700 euros ; et
- le montant global des jetons de présence alloués au conseil d'administration pour la seconde partie de l'exercice 2011 débutant à la date de la présente assemblée à 466 300 euros.

Vingt-deuxième résolution

Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, autorise le conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à procéder ou faire procéder à des achats d'actions de la Société dans le respect des conditions et obligations fixées par les articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, le Règlement européen 2273/2003 du 22 décembre 2003 et le Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, ainsi que de toutes autres dispositions législatives et réglementaires qui viendraient à être applicables.

Cette autorisation est destinée à permettre :

- l'attribution ou la cession d'actions à des salariés ou mandataires sociaux de la Société ou des sociétés du Groupe, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment au titre de la participation aux résultats de l'entreprise, ou par voie d'attribution gratuite d'actions, ou en cas d'exercice d'options d'achat d'actions, ou dans le cadre du Plan d'Épargne Groupe ou de tout Plan d'Épargne d'Entreprise existant au sein du Groupe ;
- l'annulation d'actions, sous réserve de l'adoption par la présente assemblée de la 35^e résolution à titre extraordinaire ;
- l'animation du marché du titre Safran, dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'Association française des marchés financiers (AMAFI), reconnue par l'Autorité des marchés financiers, et conclu avec un prestataire de services d'investissement ;
- la remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière ; et
- la conservation et la remise ultérieure d'actions à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe.

L'acquisition, la cession ou le transfert des actions pourront être réalisés, en une ou plusieurs fois, par tous moyens autorisés par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, incluant notamment les opérations de gré à gré, la négociation de blocs de titres pour tout ou partie du programme et l'utilisation de tout instrument financier dérivé.

Le conseil d'administration pourra utiliser la présente autorisation à tout moment, dans les limites autorisées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et poursuivre l'exécution du programme de rachat d'actions en cas d'offre publique dans le strict respect des dispositions de l'article 232-15 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers et uniquement pour permettre à la Société de respecter un engagement antérieur au lancement de l'offre concernée.

Le nombre d'actions susceptibles d'être acquises en vertu de cette autorisation ne pourra excéder 10 % du nombre d'actions composant le capital social, soit à titre indicatif 41 702 958 actions sur la base du capital au 31 décembre 2010 (ou 5 % s'il s'agit d'actions acquises en vue de leur conservation et leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations de croissance externe), étant précisé que lorsque les actions sont rachetées aux fins d'animation du marché du titre dans le cadre d'un contrat de liquidité, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10 % correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation.

La Société ne peut en aucun cas détenir, directement ou indirectement, plus de 10 % de son capital.

Le prix maximum d'achat est fixé à 35 euros par action et le montant global des fonds pouvant être affectés à la réalisation de ce programme de rachat d'actions ne pourra excéder 1,4 milliard d'euros ; en cas d'opérations sur le capital de la Société, le conseil d'administration pourra ajuster le prix maximum d'achat afin de tenir compte de l'incidence éventuelle de ces opérations sur la valeur de l'action.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre ce programme de rachat d'actions, en déterminer les modalités, procéder le cas échéant aux ajustements liés aux opérations sur le capital, passer tous ordres de bourse, conclure tous accords, notamment pour la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers et de tout autre organisme, remplir toutes formalités et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire.

Cette autorisation est consentie pour une durée de dix-huit mois à compter du jour de la présente assemblée.

Elle met fin et remplace, à cette date, l'autorisation ayant le même objet consentie au directoire par l'Assemblée Générale des actionnaires du 27 mai 2010 (9^e résolution).

RÉSOLUTIONS RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Autorisations financières

Vingt-troisième résolution

Délégation de compétence à donner au conseil d'administration pour augmenter le capital social par émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables, et notamment celles des articles L. 225-129-2, L. 225-132 ainsi qu'aux dispositions des articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce, après avoir constaté que le capital social était intégralement libéré :

1. délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider de procéder, en France ou hors de France, soit en euros, soit en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, à l'augmentation du capital social de la Société par émission avec maintien du droit préférentiel de souscription, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il déterminera :
 - d'actions ordinaires de la Société ; ou
 - de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions ordinaires de la Société existantes ou à émettre, à titre onéreux ou gratuit ;
2. décide de fixer comme suit les montants autorisés en cas d'usage par le conseil d'administration de la présente délégation :
 - le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation est fixé à 25 millions d'euros, étant précisé (i) que ce montant s'imputera sur les plafonds globaux fixés aux paragraphes 1 et 2 de la 33^e résolution de la présente assemblée et (ii) qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre conformément aux dispositions législatives et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, pour préserver les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ; et
 - le montant maximum en principal des titres de créances susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation est fixé à 1 milliard d'euros (ou à la contre-valeur à la date d'émission de ce montant en toute autre monnaie ou toute autre unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies), étant précisé (i) que ce montant s'imputera sur le plafond global fixé au paragraphe 3 de la 33^e résolution de la présente assemblée et (ii) que ce montant est autonome et distinct du montant des titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le conseil d'administration conformément aux dispositions de l'article L. 228-40 du Code de commerce ;
3. décide que les actionnaires ont, proportionnellement au nombre d'actions qu'ils possèdent, un droit préférentiel de souscription à titre irréductible aux valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation ;
4. prend acte que le conseil d'administration pourra en outre, conformément à la loi, conférer aux actionnaires le droit de souscrire à titre réductible un nombre de valeurs mobilières supérieur à celui qu'ils pourront souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et dans la limite de leurs demandes ;
5. décide que si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le conseil d'administration pourra utiliser, dans les conditions prévues par la loi et dans l'ordre qu'il estimera opportun, les facultés ci-après ou certaines d'entre elles :
 - limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions sous la condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'augmentation de capital décidée ;
 - répartir librement tout ou partie des actions, ou des valeurs mobilières donnant accès au capital, dont l'émission a été décidée mais qui n'ont pas été souscrites ;
 - offrir au public, en France ou hors de France, tout ou partie des valeurs mobilières non souscrites ;
6. décide que les émissions de bons de souscription d'actions de la Société pourront être réalisées par offre de souscription, mais également par attribution gratuite aux titulaires des actions de la Société, étant précisé que le conseil d'administration aura la faculté de décider que les droits d'attribution formant rompus ne seront pas négociables et que les titres correspondants seront vendus ;
7. décide que le conseil d'administration pourra suspendre l'exercice des droits attachés aux valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, pendant une période maximum de trois mois, et prendra toute mesure utile au titre des ajustements à effectuer conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles pour protéger les titulaires de droits attachés aux valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
8. prend acte que la présente délégation emporte de plein droit, au profit des titulaires des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donneront droit.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour :

- mettre en œuvre la présente délégation de compétence, et notamment fixer les conditions et modalités des augmentations de capital, arrêter les dates et les modalités des émissions ainsi que les modalités des valeurs mobilières émises, fixer les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, le prix et la date de jouissance des titres émis, les modalités de leur libération, les modalités par lesquelles les valeurs mobilières émises sur le fondement de la présente résolution donneront accès au capital de la Société et, s'agissant des titres de créance, leur rang de subordination ;
- imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ; et plus généralement
- prendre toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, constater la réalisation des augmentations de capital, modifier les statuts en conséquence et procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations des titres émis.

Cette délégation de compétence est consentie pour une durée de vingt-six mois à compter du jour de la présente assemblée.

Elle met fin, à cette date, à la délégation ayant le même objet consentie au directoire par l'Assemblée Générale des actionnaires du 28 mai 2009 (9^e résolution).

Vingt-quatrième résolution

Délégation de compétence à donner au conseil d'administration pour augmenter le capital social par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, par offre au public

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce, notamment des articles L. 225-129-2, L. 225-135 et L. 225-136, ainsi qu'aux dispositions des articles L. 228-91 et suivants dudit code, après avoir constaté que le capital social était intégralement libéré :

1. délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider de procéder à l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il déterminera, en France ou hors de France, soit en euros, soit en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, par émission et offre au public :
 - d'actions ordinaires de la Société ;
 - de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions ordinaires de la Société émises ou à émettre, à titre onéreux ou gratuit ;
2. décide de fixer comme suit les montants autorisés en cas d'usage par le conseil d'administration de la présente délégation :
 - le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation est fixé à 15 millions d'euros, étant précisé (i) que ce montant s'imputera sur les plafonds globaux fixés aux paragraphes 1 et 2 de la 33^e résolution de la présente assemblée et (ii) qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre en supplément pour préserver les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
 - le montant maximum en principal des titres de créances susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation est fixé à 600 millions d'euros (ou la contre-valeur à la date d'émission de ce montant en toute autre monnaie ou toute autre unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies), étant précisé (i) que ce montant s'imputera sur le plafond global fixé au paragraphe 3 de la 33^e résolution de la présente assemblée et (ii) que ce montant est autonome et distinct du montant des titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le conseil d'administration conformément aux dispositions de l'article L. 228-40 du Code de commerce ;
3. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation, en laissant toutefois au conseil d'administration, en application des articles L. 225-135 alinéa 2 et R. 225-131 du Code de commerce, la faculté de conférer aux actionnaires un délai de priorité de souscription ne donnant pas lieu à la création de droits négociables et qui devra s'exercer proportionnellement au nombre des actions possédées par chaque actionnaire ;
4. décide que si les souscriptions, y compris, le cas échéant, celles des actionnaires, n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le conseil d'administration pourra utiliser, dans les conditions prévues par la loi et dans l'ordre qu'il estimera opportun, l'une ou l'autre des facultés ci-après :
 - limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions sous la condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'augmentation de capital décidée ;
 - répartir librement tout ou partie des actions, ou des valeurs mobilières donnant accès au capital, dont l'émission a été décidée mais qui n'ont pas été souscrites ;
5. prend acte que la présente délégation emporte de plein droit, au profit des titulaires des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donneront droit ;
6. décide que le prix d'émission des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital sera au moins égal au minimum autorisé par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur au jour de l'émission (soit, à titre indicatif, à la date de la présente assemblée, un prix au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant la fixation du prix, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 %).

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour :

- mettre en œuvre la présente délégation de compétence, et notamment fixer les conditions et modalités des augmentations de capital, arrêter les dates et les modalités des émissions ainsi que les modalités des valeurs mobilières émises, fixer les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, le prix et la date de jouissance des titres émis, les modalités de leur libération, les modalités par lesquelles les valeurs mobilières émises sur le fondement de la présente résolution donneront accès au capital de la Société et, s'agissant des titres de créance, leur rang de subordination ;
- imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ; et plus généralement
- prendre toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, constater la réalisation des augmentations de capital, modifier les statuts en conséquence et procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations des titres émis.

Cette délégation de compétence est consentie pour une durée de vingt-six mois à compter du jour de la présente assemblée.

Elle met fin, à cette date, à la délégation ayant le même objet consentie au directoire par l'Assemblée Générale des actionnaires du 28 mai 2009 (10^e résolution).

Vingt-cinquième résolution

Délégation de compétence à donner au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions de la Société et des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en cas d'offre publique d'échange initiée par la Société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-148 et L. 228-92 du Code de commerce, et sous réserve de l'adoption de la 24^e résolution :

1. délègue au conseil d'administration sa compétence pour décider, sur le fondement et dans les conditions prévues par la 24^e résolution soumise à la présente assemblée, l'émission d'actions de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, en rémunération des titres apportés à une offre publique d'échange initiée en France ou hors de France, par la Société sur une autre société dont les titres sont admis aux négociations sur l'un des marchés réglementés visés à l'article L. 225-148 susvisé, et décide, en tant que de besoin, de supprimer, au profit des porteurs de ces titres, le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces actions et valeurs mobilières ;
2. prend acte que la présente délégation emporte, conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 du Code de commerce, renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles les valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital de la Société qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit ;
3. décide que le plafond du montant nominal d'augmentation de capital, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation est fixé à 15 millions d'euros, étant précisé que ce montant s'impute sur le plafond de 15 millions d'euros prévu par la 24^e résolution ci-avant ainsi que sur les plafonds globaux prévus aux paragraphes 1 et 2 de la 33^e résolution soumise à la présente assemblée et qu'il n'inclut pas la valeur nominale des actions de la Société à émettre, éventuellement, au titre des ajustements effectués conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables pour protéger les titulaires de droits attachés aux valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société ;
4. décide que le conseil d'administration aura tous pouvoirs à l'effet de mettre en œuvre les offres publiques visées par la présente résolution et notamment :
 - de fixer la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser ;
 - de constater le nombre de titres apportés à l'échange ;
 - de déterminer les dates, conditions d'émission, notamment le prix et la date de jouissance, éventuellement rétroactive, des actions nouvelles, ou, le cas échéant, des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des actions de la Société ;
 - d'inscrire au passif du bilan à un compte « Prime d'apport », sur lequel porteront les droits de tous les actionnaires, la différence entre le prix d'émission des actions nouvelles et leur valeur nominale ;
 - de procéder, s'il y a lieu, à l'imputation sur ladite « prime d'apport » de l'ensemble des frais et droits occasionnés par l'opération concernée ; et
 - plus généralement, de prendre toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin de l'opération concernée, constater la ou les augmentations de capital en résultant et modifier corrélativement les statuts ;
5. autorise le conseil d'administration, dans les limites qu'il aura préalablement fixées, à déléguer au directeur général ou, en accord avec ce dernier, à un ou plusieurs directeurs généraux délégués, la compétence qui lui est déléguée au titre de la présente résolution.

Cette délégation de compétence est consentie pour une durée de vingt-six mois à compter du jour de la présente assemblée.

Elle met fin, à cette date, à la délégation ayant le même objet consentie au directoire par l'Assemblée Générale des actionnaires du 28 mai 2009 (10^e résolution).

Vingt-sixième résolution

Délégation de compétence à donner au conseil d'administration pour augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, par voie de placement privé visé à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce, notamment des articles L. 225-129-2, L. 225-135 et L. 225-136, aux dispositions des articles L. 228-91 et suivants dudit code, ainsi qu'aux dispositions de l'article L. 411-2, II du Code monétaire et financier :

1. délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il déterminera, en France ou hors de France, soit en euros, soit en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, par émission et placement privé répondant aux conditions fixées à l'article L. 411-2, II du Code monétaire et financier :
 - d'actions ordinaires de la Société ;
 - de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions ordinaires de la Société émises ou à émettre, à titre onéreux ou gratuit ;
2. décide de fixer comme suit les montants autorisés en cas d'usage par le conseil d'administration de la présente délégation :
 - le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation est fixé à 10 millions d'euros, étant précisé (i) que ce montant s'imputera sur le plafond des augmentations de capital sans droit préférentiel de souscription fixé au paragraphe 2 de la 24^e résolution de la présente assemblée et sur les plafonds globaux fixés aux paragraphes 1 et 2 de la 33^e résolution de la présente assemblée, (ii) qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre en supplément pour préserver les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital et (iii) qu'en tout état de cause, les émissions de titres réalisées en vertu de la présente délégation sont limitées conformément à la loi à 20 % du capital social par an ;
 - le montant maximum en principal des titres de créances susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 600 millions d'euros (ou la contre-valeur à la date d'émission de ce montant en toute autre monnaie ou toute autre unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies), étant précisé (i) que ce montant s'imputera sur le plafond fixé au paragraphe 2 de la 24^e résolution de la présente assemblée pour l'émission de titres de créances sans droit préférentiel de souscription et sur le plafond global fixé au paragraphe 3 de la 33^e résolution de la présente assemblée pour l'émission de titres de créances et (ii) que ce montant est autonome et distinct du montant des titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le conseil d'administration conformément aux dispositions de l'article L. 228-40 du Code de commerce ;
3. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation ;
4. décide que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le conseil d'administration pourra limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions sous la condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'augmentation de capital décidée ;
5. prend acte que la présente délégation emporte de plein droit, au profit des titulaires des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donneront droit ;
6. décide que le prix d'émission des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital sera au moins égal au minimum autorisé par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur au jour de l'émission (soit, à titre indicatif, à la date de la présente assemblée, un prix au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant la fixation du prix, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 %).

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour :

- mettre en œuvre la présente délégation de compétence, et notamment fixer les conditions et modalités des augmentations de capital, arrêter les dates et les modalités des émissions ainsi que les modalités des valeurs mobilières émises, fixer les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, le prix et la date de jouissance des titres émis, les modalités de leur libération des actions, les modalités par lesquelles les valeurs mobilières émises sur le fondement de la présente résolution donneront accès au capital de la Société et, s'agissant des titres de créance, leur rang de subordination ;
- imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ; et plus généralement
- prendre toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions et des placements privés envisagés, constater la réalisation des augmentations de capital, modifier les statuts en conséquence et procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations des titres émis.

Cette délégation de compétence est consentie pour une durée de vingt-six mois à compter du jour de la présente assemblée.

Elle met fin, à cette date, à la délégation ayant le même objet consentie au directoire par l'Assemblée Générale des actionnaires du 28 mai 2009 (10^e résolution).

Vingt-septième résolution

Délégation de compétence à donner au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions légales et réglementaires régissant les sociétés commerciales et notamment celles des articles L. 225-135-1 et R. 225-118 du Code de commerce et sous réserve de l'adoption des 23^e, 24^e et 26^e résolutions :

1. délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour décider d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation du capital social de la Société avec ou sans droit préférentiel de souscription décidée par le conseil d'administration en vertu de la 23^e résolution, de la 24^e résolution ou de la 26^e résolution de la présente assemblée, au même prix que celui retenu pour l'émission initiale, dans les délais et limites prévus par les dispositions législatives et réglementaires applicables au jour de l'émission (à ce jour, dans les trente jours de la clôture de la souscription et dans la limite de 15 % de l'émission initiale), notamment en vue d'octroyer une option de sur-allocation conformément aux pratiques de marché ;
2. décide que le montant nominal des augmentations de capital décidées dans le cadre de la présente résolution s'imputera sur le montant du plafond prévu dans la résolution en vertu de laquelle l'émission initiale est décidée.

Cette délégation de compétence est consentie pour une durée de vingt-six mois à compter du jour de la présente assemblée.

Vingt-huitième résolution

Délégation de compétence à donner au conseil d'administration en cas d'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription d'actions ou de toutes valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, en vue de fixer, dans la limite de 10 % du capital social de la Société, le prix d'émission selon les modalités arrêtées par l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes et conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment de l'article L. 225-136 du Code de commerce :

1. autorise le conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sous réserve (i) de l'adoption des 24^e et 26^e résolutions soumises au vote de la présente assemblée et (ii) du respect du (des) plafond(s) prévu(s) dans la résolution en vertu de laquelle l'émission est décidée, pour chacune des émissions décidées sur le fondement de ces 24^e et 26^e résolutions, à fixer le prix d'émission selon les modalités arrêtées ci-après, dans la limite de 10 % du capital social de la Société par an, en ce inclus les émissions réalisées en vertu de la 27^e résolution de la présente assemblée (ce pourcentage de 10 % s'appliquant à un capital ajusté au résultat des opérations sur le capital éventuellement effectuées postérieurement à la présente assemblée) :
 - le prix d'émission des actions ordinaires sera au moins égal à la moyenne pondérée du cours de l'action sur Euronext Paris au cours des trois séances de bourse précédant la décision de fixation du prix éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10 % ;
 - le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital autres que des actions ordinaires sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée le cas échéant de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société soit, pour chaque action ordinaire émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant visé au paragraphe ci-dessus, après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance ; et
2. prend acte que le conseil d'administration devra établir un rapport complémentaire, certifié par les commissaires aux comptes, décrivant les conditions définitives de l'opération et donnant des éléments d'appréciation de l'incidence effective sur la situation de l'actionnaire.

Cette délégation de compétence est consentie pour une durée de vingt-six mois à compter du jour de la présente assemblée.

Vingt-neuvième résolution

Délégation de pouvoirs à donner au conseil d'administration pour augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce, et notamment de l'article L. 225-147 alinéa 6 dudit code :

1. délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, les pouvoirs nécessaires pour décider l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, par émission d'actions ordinaires de la Société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables ;
2. décide de fixer le plafond du montant nominal des augmentations de capital pouvant être réalisées dans le cadre de la présente délégation à 10 % du capital social existant au jour de la décision prise par le conseil d'administration, étant précisé que le montant nominal des augmentations de capital réalisées dans ce cadre s'imputera sur le plafond global d'augmentation du capital social fixé au paragraphe 2 de la 33^e résolution de la présente assemblée.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation et notamment approuver l'évaluation des apports, décider des augmentations de capital rémunérant les apports, fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital, imputer les frais d'augmentation de capital sur la prime d'apport et prélever sur cette prime les sommes nécessaires pour doter la réserve légale, et plus généralement prendre toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, constater la réalisation des augmentations de capital, modifier les statuts en conséquence et procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations des titres émis.

Cette délégation est consentie pour une durée de vingt-six mois à compter du jour de la présente assemblée.

Trentième résolution

Délégation de compétence à donner au conseil d'administration pour augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes

L'Assemblée Générale, statuant à titre extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2 et L. 225-130 du Code de commerce :

1. délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il déterminera, par incorporation successive ou simultanée au capital de réserves, bénéfiques, primes, ou autres sommes dont la capitalisation serait légalement et statutairement admise, sous forme d'attribution d'actions gratuites aux actionnaires ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes ;
2. décide de fixer le montant nominal maximum des augmentations de capital pouvant être réalisées dans le cadre de la présente délégation à 15 millions d'euros, étant précisé que le montant des augmentations de capital réalisées dans ce cadre s'imputera sur le plafond global d'augmentation du capital social fixé au paragraphe 2 de la 33^e résolution de la présente assemblée ;
3. décide que les droits formant rompus ne seront ni négociables ni cessibles et que les actions correspondantes seront vendues, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires des droits dans les conditions réglementaires en vigueur.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation de compétence, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités requises pour la bonne fin de chaque augmentation de capital, en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts.

Cette délégation de compétence est consentie pour une durée de vingt-six mois à compter du jour de la présente assemblée.

Elle met fin, à cette date, à la délégation ayant le même objet consentie au directoire par l'Assemblée Générale des actionnaires du 27 mai 2010 (10^e résolution).

Trente-et-unième résolution

Délégation de compétence à donner au conseil d'administration pour augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires réservées aux salariés adhérents de plans d'épargne du groupe Safran

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-129-6 et L. 225-138-1 du Code de commerce, ainsi qu'aux dispositions des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail :

1. délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il déterminera, par émission d'actions ordinaires de la Société dont la souscription sera réservée aux salariés de la Société et des sociétés françaises ou étrangères qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce, adhérents du plan d'épargne groupe ou de tout plan d'épargne d'entreprise existant au sein du groupe Safran ;
2. décide de fixer le plafond du montant nominal des augmentations de capital pouvant être réalisées dans le cadre de la présente délégation à 1,5 % du capital social existant au jour de la décision prise par le conseil d'administration, étant précisé que le montant nominal des augmentations de capital réalisées dans ce cadre s'imputera sur le plafond global d'augmentation du capital social fixé au paragraphe 2 de la 33^e résolution de la présente assemblée ;
3. décide que le prix de souscription des actions ne pourra être inférieur à la moyenne des cours de clôture de l'action lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du conseil d'administration fixant la date d'ouverture de la souscription, diminuée de la décote maximale prévue par la loi au jour de la décision du conseil d'administration ;
4. prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription au profit des salariés auxquels l'augmentation de capital est réservée.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation de compétence, et notamment fixer les conditions et modalités des augmentations de capital, arrêter la liste des sociétés dont les salariés pourront bénéficier de l'émission, fixer les conditions, notamment d'ancienneté que devront remplir les bénéficiaires, pour pouvoir souscrire, individuellement ou par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement,

aux actions qui seront émises en vertu de la présente délégation de compétence, arrêter les dates et modalités des émissions, fixer les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, le prix et la date de jouissance des titres émis, les modalités de libération des actions, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale, et plus généralement prendre toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, constater la réalisation des augmentations de capital, modifier les statuts en conséquence et procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations des titres émis.

Cette délégation de compétence est consentie pour une durée de vingt-six mois à compter du jour de la présente assemblée.

Elle met fin, à cette date, à la délégation ayant le même objet consentie au directoire par l'Assemblée Générale des actionnaires du 28 mai 2009 (11^e résolution).

Trente-deuxième résolution

Autorisation à donner au conseil d'administration de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions aux salariés et aux mandataires sociaux de la Société et des sociétés du groupe Safran

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce :

1. autorise le conseil d'administration à consentir, en une ou plusieurs fois, (i) au profit des membres du personnel salarié, ou de certains d'entre eux et (ii) au profit des mandataires sociaux pouvant bénéficier de telles attributions en vertu de la loi, ou de certains d'entre eux, qu'ils appartiennent à la Société ou à des sociétés qui sont liées à celle-ci au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce, des options donnant droit :
 - à la souscription d'actions nouvelles de la Société émises au titre de l'augmentation de son capital social, ou
 - à l'achat d'actions existantes de la Société provenant de rachats effectués par celle-ci dans les conditions prévues par la loi ;
2. décide que les options de souscription et les options d'achat consenties dans le cadre de la présente autorisation ne pourront donner droit à un nombre total d'actions supérieur à 1,5 % du nombre d'actions constituant le capital social de la Société à la date de la décision d'attribution des options par le conseil d'administration, étant précisé que le montant nominal des augmentations de capital résultant de l'exercice d'options de souscription d'actions s'imputera sur le plafond global d'augmentation du capital social fixé au paragraphe 2 de la 33^e résolution de la présente assemblée ;
3. décide en ce qui concerne le Président du conseil d'administration, le directeur général et, le cas échéant, les directeurs généraux délégués de la Société :
 - qu'il appartiendra au conseil d'administration, sur proposition du comité en charge des nominations et des rémunérations, de déterminer (i) le nombre des options à accorder et (ii) les modalités de mise en œuvre des dispositions du quatrième alinéa de l'article L. 225-185 du Code de commerce ;
 - que l'exercice desdites options sera lié à des conditions de performance qui seront déterminées par le conseil d'administration, sur proposition du comité en charge des nominations et des rémunérations, au moment de l'attribution ;
4. décide que le prix de souscription ou d'achat des actions par les bénéficiaires sera fixé par le conseil d'administration, le jour où les options seront consenties, selon les modalités suivantes :
 - dans le cas d'octroi d'options de souscription, le prix de souscription des actions ne pourra être inférieur à la moyenne des cours de clôture de l'action lors des vingt séances de bourse précédant le jour où les options de souscription seront consenties ;
 - dans le cas d'octroi d'options d'achat, le prix d'achat des actions ne pourra être ni inférieur à la moyenne des cours de clôture de l'action lors des vingt séances de bourse précédant le jour où les options d'achat seront consenties, ni inférieur au cours moyen d'achat des actions de la Société détenues par celle-ci en application des articles L. 225-208 et L. 225-209 du Code de commerce ;

Le prix fixé pour la souscription ou l'achat des actions ne pourra pas être modifié, sauf si pendant la période durant laquelle les options pourront être exercées, la Société vient à réaliser une des opérations financières sur titres prévues par la loi ; dans ce cas, le conseil d'administration procédera, dans les conditions réglementaires, à un ajustement du prix de souscription ou d'achat, selon le cas, ou du nombre des actions pouvant être obtenues sur exercice des options consenties pour tenir compte de l'incidence de l'opération ;
5. décide, sous réserve de l'application par le conseil d'administration des dispositions du quatrième alinéa de l'article L. 225-185 du Code de commerce, que les options devront être exercées dans un délai maximal de dix ans à compter du jour où elles seront consenties, le conseil d'administration pouvant toutefois réduire ce délai, notamment pour les bénéficiaires résidents de pays dans lesquels une durée inférieure est prévue par la loi ;
6. décide que le conseil d'administration pourra prévoir l'interdiction de revente immédiate des actions souscrites ou acquises sur exercice des options consenties, sans toutefois que le délai imposé pour la conservation des titres puisse excéder trois ans à compter de l'exercice de l'option ;
7. prend acte que la présente autorisation emporte, au profit des bénéficiaires des options de souscription, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure de l'exercice des options.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour déterminer toutes les autres conditions et modalités de l'attribution des options et de leur exercice, dans les limites prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment pour :

- arrêter la liste ou les catégories de bénéficiaires et le nombre d'options consenties à chacun d'eux ;
- fixer les dates ou périodes d'exercice des options, étant entendu que le conseil d'administration pourra (i) anticiper les dates ou périodes d'exercice des options, (ii) maintenir le caractère exerçable des options ou (iii) modifier les dates ou périodes pendant lesquelles les actions obtenues sur exercice des options ne pourront être cédées ou mises au porteur ;
- le cas échéant, limiter, suspendre, restreindre ou interdire l'exercice des options ou la cession ou la mise au porteur des actions obtenues au résultat de l'exercice des options, pendant certaines périodes ou à compter de certains événements, sa décision pouvant porter sur tout ou partie des options ou des actions et concerner tout ou partie des bénéficiaires ;
- arrêter la date de jouissance des actions nouvelles provenant de l'exercice des options de souscription, constater les augmentations de capital résultant de l'exercice des options, modifier les statuts en conséquence et, plus généralement, faire tout ce qui sera nécessaire.

Cette autorisation est consentie pour une durée de vingt-six mois à compter du jour de la présente assemblée.

Elle met fin, à cette date, à l'autorisation ayant le même objet consentie au directoire par l'Assemblée Générale des actionnaires du 28 mai 2008 (12^e résolution).

Trente-troisième résolution

Limitation globale des autorisations d'émission

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire :

1. décide de fixer à 35 millions d'euros le plafond nominal global des augmentations de capital, immédiates ou à terme, pouvant être réalisées en vertu des délégations conférées au conseil d'administration par les 23^e, 24^e et 26^e résolutions de la présente assemblée, étant précisé qu'à ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre pour préserver les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital conformément aux dispositions législatives et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables ;
2. décide de fixer à 60 millions d'euros le plafond nominal global des augmentations de capital, immédiates ou à terme, pouvant être réalisées en vertu des délégations conférées au conseil d'administration par les 23^e, 24^e, 26^e, 29^e, 30^e, 31^e et 32^e résolutions de la présente assemblée, étant précisé qu'à ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre pour préserver les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital conformément aux dispositions législatives et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables ;
3. décide de fixer à 1,4 milliard d'euros le plafond global en principal des titres de créances pouvant être émis en vertu des délégations conférées au conseil d'administration par les 23^e, 24^e et 26^e résolutions de la présente assemblée, étant précisé que ce montant est autonome et distinct du montant des titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le conseil d'administration conformément aux dispositions de l'article L. 228-40 du Code de commerce.

Trente-quatrième résolution

Autorisation à donner au conseil d'administration de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre de la Société au profit de salariés et de mandataires sociaux de la Société et des sociétés du groupe Safran

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce :

1. autorise le conseil d'administration, à procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il déterminera, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre de la Société, (i) au profit des membres du personnel salarié, ou de certaines catégories d'entre eux, ou (ii) au profit des mandataires sociaux pouvant bénéficier de telles attributions en vertu de la loi, ou de certains d'entre eux, qu'ils appartiennent à la Société ou à des sociétés qui sont liées à celle-ci au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce ;
2. décide que le nombre total des actions attribuées gratuitement dans le cadre de la présente autorisation ne pourra pas excéder 1,5 % du nombre d'actions constituant le capital social de la Société à la date de la décision d'attribution prise par le conseil d'administration ;
3. décide que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires ne sera définitive qu'au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera fixée par le conseil d'administration, sans pouvoir être inférieure à deux ans, et que les bénéficiaires auront l'obligation de conserver lesdites actions pendant une durée minimale fixée par le conseil d'administration, qui ne pourra être inférieure à deux ans à compter de leur attribution définitive ; toutefois :

- si la période d'acquisition a une durée au moins égale à quatre ans pour tout ou partie des actions attribuées, l'Assemblée Générale autorise le conseil d'administration à réduire ou supprimer la durée de l'obligation de conservation de ces actions ;
- en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale, les actions lui seront attribuées définitivement avant le terme de la période d'acquisition et seront en outre immédiatement cessibles ;

4. décide que les actions attribuées en vertu de cette autorisation pourront bénéficier, dans les conditions prévues par la loi, aux président du conseil d'administration, directeur général et, le cas échéant, directeurs généraux délégués de la Société si elles leur sont attribuées sous condition de performance et si leur nombre ne représente pas un pourcentage supérieur à 0,1 % du nombre d'actions constituant le capital de la Société à la date de la décision d'attribution prise par le conseil d'administration.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente autorisation dans les limites prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment :

- déterminer si les actions attribuées gratuitement sont des actions à émettre ou existantes ;
- déterminer la liste ou les catégories des bénéficiaires des actions ;
- fixer les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions, notamment la durée de la période d'acquisition et la durée de la période de conservation imposée à chaque bénéficiaire ;
- prévoir la faculté de suspendre provisoirement les droits à attribution ;
- constater les dates d'attribution définitive et les dates à partir desquelles les actions pourront être librement cédées, compte tenu des restrictions légales ;
- procéder, le cas échéant, pendant la période d'acquisition aux ajustements du nombre d'actions attribuées gratuitement nécessaires à l'effet de préserver les droits des bénéficiaires ;
- en cas d'émission d'actions nouvelles, imputer, le cas échéant sur les réserves, bénéfices ou primes d'émission, les sommes nécessaires à la libération des actions, constater la réalisation des augmentations de capital réalisées en application de la présente autorisation, procéder aux modifications corrélatives des statuts ; et généralement,
- prendre toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des attributions envisagées.

Cette autorisation est consentie pour une durée de vingt-six mois à compter du jour de la présente assemblée.

Elle met fin, à cette date, à l'autorisation ayant le même objet consentie au directoire par l'Assemblée Générale des actionnaires du 28 mai 2008 (14^e résolution).

Trente-cinquième résolution

Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation des actions de la Société détenues par celle-ci

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce :

1. autorise le conseil d'administration à réduire le capital social, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il déterminera, par annulation de tout ou partie des actions de la Société détenues par celle-ci au résultat de la mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions, dans la limite de 10 % du capital social de la Société par période de 24 mois et à réduire corrélativement le capital social, étant précisé que la limite de 10 % s'applique à un montant du capital de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte les opérations sur le capital éventuellement effectuées postérieurement à la présente assemblée ;
2. décide que le conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente résolution et notamment :
 - arrêter le montant définitif de la réduction de capital ;
 - fixer les modalités de la réduction de capital et la réaliser ;
 - imputer la différence entre la valeur comptable des actions annulées et leur montant nominal sur tous postes de réserves et primes disponibles ;
 - constater la réalisation de la réduction de capital et procéder à la modification corrélative des statuts ; et
 - accomplir toutes formalités, toutes démarches et d'une manière générale faire tout ce qui est nécessaire pour rendre effective la réduction de capital.

La présente autorisation est consentie pour une durée de vingt-quatre mois à compter du jour de la présente assemblée. Elle annule et remplace, à cette date, pour la fraction non utilisée, la précédente autorisation consentie par l'Assemblée Générale des actionnaires du 27 mai 2010 dans sa 11^e résolution.

Trente-sixième résolution

Délégation de compétence à donner au conseil d'administration en vue de procéder à l'émission à titre gratuit de bons de souscription d'actions en cas d'offre publique sur la Société

L'Assemblée Générale, statuant en la forme extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et statuant conformément aux articles L. 233-32 II et L. 233-33 du Code de commerce :

1. délègue au conseil d'administration la compétence de décider, en cas d'offre publique visant la Société :
 - l'émission, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, de bons permettant de souscrire, à des conditions préférentielles, à une ou plusieurs actions de la Société, avec faculté d'y surseoir ou d'y renoncer ;
 - l'attribution gratuite de ces bons à tous les actionnaires de la Société ayant cette qualité avant l'expiration de la période d'offre publique ; et
 - les conditions d'exercice de ces bons ainsi que leurs caractéristiques, telles que leur prix d'exercice, et de manière générale les modalités de toute émission de bons effectuée en vertu de la présente résolution ;
2. décide que le montant nominal total de l'augmentation de capital pouvant résulter de l'exercice de ces bons ne pourra excéder 40 millions d'euros, étant précisé que ce plafond (i) est fixé indépendamment de tout autre plafond relatif aux émissions de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société autorisées par la présente Assemblée Générale et (ii) n'inclut pas la valeur nominale des actions de la Société à émettre, éventuellement, au titre des ajustements effectués conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables pour protéger les titulaires de droits attachés aux valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société ;
3. décide que le nombre maximum de bons qui pourraient être émis ne pourra en tout état de cause pas dépasser le nombre d'actions composant le capital social lors de l'émission des bons ;
4. décide que la présente délégation ne pourra être utilisée qu'en cas d'offre publique visant la Société et que ces bons de souscription d'actions deviendront caducs de plein droit dès que l'offre publique et le cas échéant, toute offre concurrente éventuelle échoueraient, deviendraient caduques ou seraient retirées ;
5. décide qu'en cas de mise en œuvre de la présente délégation, le conseil d'administration rendra compte aux actionnaires, lors de l'émission des bons :
 - des circonstances et raisons pour lesquelles il estime que l'offre n'est pas dans l'intérêt de la Société et de ses actionnaires et qui justifient qu'il soit procédé à l'émission de tels bons ;
 - ainsi que des critères et méthodes selon lesquelles sont fixées les modalités de détermination du prix d'exercice des bons ;
6. décide que le conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les limites fixées par la loi, aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre, dans les conditions prévues par la loi, la présente délégation de compétence.

La présente délégation est conférée au conseil d'administration pour une durée expirant à la fin de la période d'offre de toute offre publique visant la Société et déposée dans les dix-huit mois à compter de la présente Assemblée Générale.

Pouvoirs

Trente-septième résolution

Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie du procès-verbal de la présente assemblée pour accomplir toutes formalités légales et faire tous dépôts, publicités et déclarations prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

PROJETS DE STATUTS SOUMIS

AU VOTE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Titre I – Forme - Dénomination - Objet - Siège - Durée

Article 1 - Forme de la société

La société est une société anonyme à conseil d'administration (la **Société**). Elle est régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

Article 2 - Dénomination sociale

2.1. La Société a pour dénomination : SAFRAN.

2.2. Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés à des tiers, la dénomination sociale sera précédée ou suivie immédiatement des mots « société anonyme » ou des initiales « SA » et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 3 - Objet social

La Société a pour objet, en tous pays, soit pour son compte, soit pour le compte de tiers ou en participation directe ou indirecte avec des tiers, de réaliser, à tous les stades de recherche, conception, développement, essai, production, commercialisation, maintenance et support, des activités de haute technologie, notamment :

- toutes activités aéronautiques et spatiales, sur les marchés civils et militaires, et en particulier :
 - celles liées à la propulsion aéronautique et spatiale, en ce compris l'exploitation des dispositifs produisant ou utilisant de l'énergie et des équipements destinés à être associés à de tels dispositifs ; et
 - celles liées aux équipements et sous-systèmes destinés aux avions et aux hélicoptères, lanceurs et missiles ;
- toutes activités liées à la défense aérospatiale, terrestre et navale, et en particulier :
 - celles liées aux solutions et services de défense en optronique, avionique et navigation ; et
 - celles liées à l'électronique et aux logiciels critiques pour les applications aéronautiques et de défense ;
- toutes activités liées à la sécurité, et en particulier :
 - celles liées aux solutions d'identification multibiométriques, aux solutions de gestion de l'identité, aux cartes à puce et aux transactions sécurisées ; et
 - celles liées aux solutions de détection d'explosifs et de narcotiques

et généralement, de réaliser toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rattachant, directement ou indirectement, à l'objet ci-dessus, ou à tous objets similaires ou connexes de nature à favoriser la réalisation de cet objet.

Article 4 - Siège social

4.1. Le siège social est fixé 2, boulevard du Général Martial Valin, 75015 Paris.

4.2. Le siège social peut être transféré, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur :

- en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du conseil d'administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire ; et
- en tout autre lieu en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Lors d'un transfert du siège social décidé par le conseil d'administration, celui-ci est autorisé à modifier les statuts en conséquence.

Article 5 - Durée de la Société

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, soit jusqu'au 28 août 2023, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Titre II – Capital social - Actions

Article 6 - Capital social

Le capital social est fixé à 83 405 917 euros. Il est divisé en 417 029 585 actions d'une valeur nominale de 0,20 euro chacune, toutes de même catégorie.

Article 7 - Modification du capital social

- 7.1. Le capital social peut être augmenté ou réduit par une décision de l'Assemblée Générale des actionnaires dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur ainsi que par les présents statuts.
- 7.2. L'Assemblée peut déléguer au conseil d'administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser une augmentation ou une réduction du capital. Elle peut également déléguer au conseil d'administration sa compétence pour décider une augmentation du capital.

Article 8 - Libération des actions

- 8.1. En cas d'augmentation du capital, la libération des actions se fera conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, ainsi qu'aux décisions des Assemblées Générales Extraordinaires et du conseil d'administration.
- 8.2. Les sommes restant à verser sur les actions à libérer en espèces sont appelées par le conseil d'administration qui détermine les dates et l'importance des appels de fonds.
- 8.3. L'actionnaire qui n'effectue pas à leur échéance les versements exigibles au titre des actions dont il est titulaire est, de plein droit et sans aucune mise en demeure, redevable à la Société d'un intérêt de retard calculé jour après jour, à partir de la date d'exigibilité, au taux de l'intérêt légal en matière commerciale majoré de trois points.
- 8.4. A défaut de paiement des versements exigibles, la Société procède à la vente des actions sur lesquelles ces versements n'ont pas été effectués, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires applicables.

Article 9 - Forme des actions

- 9.1. Les actions entièrement libérées revêtent la forme nominative ou au porteur, au choix de l'actionnaire, sous réserve, toutefois, de l'application des dispositions législatives, réglementaires et de celles du règlement intérieur du conseil d'administration, relatives à la forme des actions détenues par certaines personnes.
- 9.2. La Société est en droit de demander l'identification des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses assemblées d'actionnaires, ainsi que les quantités de titres détenus, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 10 - Indivisibilité des actions - nue-propriété et usufruit

- 10.1. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.
- 10.2. Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux Assemblées Générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent. Lorsque les actions sont grevées d'usufruit, le droit de vote est exercé par l'usufruitier dans toutes les assemblées, qu'elles soient ordinaires ou extraordinaires.
- 10.3. Cependant, le nu-propriétaire et l'usufruitier peuvent convenir entre eux de toute autre répartition du droit de vote aux Assemblées Générales.

Dans ce cas, la convention est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute Assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant la réception de cette lettre.
- 10.4. Le droit de communication ou de consultation de l'actionnaire peut être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et par le nu-propriétaire d'actions.

Article 11 - Transmission des actions

- 11.1. Les actions sont librement négociables, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires.
- 11.2. Elles font l'objet d'une inscription en compte et se transmettent par virement de compte à compte, selon les modalités définies par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 12 - Droits et obligations attachés aux actions

- 12.1. Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente.
- 12.2. A chaque action est attaché le droit de participer, dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires applicables et par les présents statuts, aux Assemblées Générales et au vote des résolutions.

Chaque action donne en outre le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

- 12.3. Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.
- 12.4. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas, notamment, d'échange, de regroupement, de division, d'attribution d'actions, ou en conséquence d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion, d'une scission ou d'un apport partiel d'actif, d'une distribution ou de toute autre opération, les titres en nombre inférieur à celui requis ne donnent aucun droit à leurs titulaires contre la Société, les actionnaires devant faire, dans ce cas, leur affaire du regroupement du nombre d'actions ou de droits nécessaires et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre de titres ou de droits nécessaires.
- 12.5. La propriété d'une action entraîne de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions des Assemblées Générales.
- 12.6. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre en quelques mains qu'il passe.

Article 13 - Franchissement de seuils statutaires

- 13.1. Outre les déclarations de franchissement de seuils expressément prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, toute personne physique ou morale qui vient à détenir :
- directement ou indirectement par l'intermédiaire de sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce,
 - seule ou de concert,
- une fraction du capital ou des droits de vote, calculée conformément aux dispositions des articles L. 233-7 et L. 233-9 du Code de commerce et aux dispositions du règlement général de l'Autorité des marchés financiers, égale ou supérieure :
- à 1 % du capital social ou des droits de vote, ou
 - à tout multiple de ce pourcentage,
- doit informer la Société du nombre total :
- des actions et des droits de vote qu'elle possède, et
 - des titres donnant accès à terme au capital de la Société qu'elle possède et des droits de vote qui y sont potentiellement attachés,
- par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans le délai de quatre jours de bourse à compter du franchissement de seuil concerné.
- 13.2. L'obligation d'informer la Société s'applique également, dans les mêmes délais et selon les mêmes conditions, lorsque la participation de l'actionnaire en capital, ou en droits de vote, devient inférieure à l'un des seuils mentionnés au paragraphe 13.1 ci-avant.
- 13.3. Les sanctions prévues par la loi en cas d'inobservation de l'obligation de déclaration de franchissement des seuils légaux s'appliquent également en cas de non déclaration du franchissement à la hausse des seuils prévus par les présents statuts, à la demande, consignée dans le procès-verbal de l'assemblée générale, d'un ou de plusieurs actionnaires détenant au moins 5 % du capital ou des droits de vote de la Société.

Titre III – Administration - Direction de la Société

Conseil d'administration

Article 14 - Composition du conseil d'administration

- 14.1. La Société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins et de treize membres au plus, en ce compris, le cas échéant, les représentants de l'État nommés en application de l'article 12 de la loi n° 49-985 du 25 juillet 1949, étant précisé que, en tout état de cause, l'État peut bénéficier d'au moins deux représentants au sein du conseil d'administration pour autant qu'il détienne au moins 10 % du capital de la Société.
- 14.2. Le plafond de treize membres pourra être augmenté, le cas échéant, des administrateurs représentant les salariés actionnaires, nommés conformément aux dispositions du paragraphe 14.8.
- 14.3. Les administrateurs peuvent être :
- des personnes physiques, ou
 - des personnes morales. Dans ce cas, celles-ci doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent, soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.
- 14.4. En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés, renouvelés ou révoqués dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.
- 14.5. Chaque administrateur, autre que les représentants de l'État et les représentants des salariés actionnaires, doit être propriétaire d'actions de la Société, dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions du règlement intérieur du conseil d'administration. Dans l'hypothèse où il viendrait à ne plus détenir le nombre requis d'actions de la Société, l'administrateur

concerné disposerait, conformément aux dispositions de ce règlement intérieur, d'un délai pour rétablir sa situation, faute de quoi il serait réputé démissionnaire d'office.

- 14.6. Les administrateurs sont soumis aux dispositions législatives et réglementaires applicables en matière de cumul des mandats.
- 14.7. Conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et sous réserve du respect des conditions relatives au cumul des fonctions d'administrateur avec un contrat de travail, le nombre des administrateurs liés à la Société par un contrat de travail (sans compter les administrateurs représentant les salariés actionnaires) ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonctions.

La révocation ou l'arrivée du terme de ses fonctions d'administrateur ne met pas fin au contrat de travail liant un administrateur à la Société.

- 14.8. Lorsque le rapport présenté par le conseil d'administration lors de l'Assemblée Générale en application de l'article L. 225-102 du Code de commerce établit que les actions détenues par le personnel de la Société ainsi que par les sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 dudit code, représentent plus de 3 % du capital social, deux administrateurs représentant les salariés actionnaires sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire selon les modalités fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur ainsi que par les présents statuts, pour autant que le conseil d'administration ne compte pas déjà parmi ses membres un ou plusieurs administrateur(s) nommé(s) parmi les membres des conseils de surveillance des fonds communs de placement d'entreprise représentant les salariés, ou un ou plusieurs salariés élus en application des dispositions de l'article L. 225-27 du Code de commerce.

Préalablement à la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire devant désigner les administrateurs représentant les salariés actionnaires, le président du conseil d'administration saisit les conseils de surveillance des fonds communs de placement d'entreprise créés dans le cadre de l'épargne salariale du Groupe et investis à titre principal en actions de la Société et procède à la consultation des salariés actionnaires dans les conditions fixées par les présents statuts.

Les candidats à la nomination sont désignés dans les conditions suivantes :

- lorsque le droit de vote attaché aux actions détenues par les salariés est exercé par les membres du conseil de surveillance d'un fonds commun de placement d'entreprise, ce conseil de surveillance peut désigner deux candidats choisis parmi ses membres titulaires représentant les salariés. Lorsqu'il existe plusieurs de ces fonds communs de placement d'entreprise, les conseils de surveillance de ces fonds peuvent convenir, par délibérations identiques, de présenter deux candidats communs, choisis parmi l'ensemble de leurs membres titulaires représentant les salariés ;
- lorsque le droit de vote attaché aux actions détenues par les salariés est directement exercé par ces derniers, des candidats peuvent être désignés à l'occasion de consultations organisées par la Société. Ces consultations, précédées d'appels à candidatures, sont organisées par la Société par tout moyen technique permettant d'assurer la fiabilité du vote, en ce compris le vote électronique ou par correspondance. Pour être recevables, les candidatures doivent être présentées par un groupe d'actionnaires représentant au moins 5 % des actions détenues par des salariés qui exercent leur droit de vote à titre individuel.

Une commission électorale *ad hoc*, constituée par la Société, peut être chargée de contrôler la régularité du processus.

Seules sont soumises à l'Assemblée Générale Ordinaire les deux candidatures présentées, soit par des conseils de surveillance de fonds communs de placement d'entreprise, soit par des groupes de salariés actionnaires.

Les procès-verbaux établis par le ou les conseils de surveillance des fonds communs de placement d'entreprise ou par la commission électorale *ad hoc* présentant les candidatures devront être transmis au conseil d'administration au plus tard 8 jours avant la date de la réunion de celui-ci chargée d'arrêter les résolutions de l'Assemblée Générale relatives à la nomination des administrateurs représentant les salariés actionnaires.

Chaque candidature, pour être recevable, doit présenter un titulaire et un suppléant. Le suppléant, qui remplit les mêmes conditions d'éligibilité que le titulaire, est appelé à être coopté par le conseil d'administration pour succéder au représentant nommé par l'Assemblée Générale, dans le cas où celui-ci ne pourrait exercer son mandat jusqu'au terme fixé. La cooptation du suppléant par le conseil d'administration sera soumise à la ratification de la prochaine assemblée générale.

Afin d'assurer la continuité de la représentation des salariés actionnaires jusqu'à l'échéance du mandat, et dans l'éventualité où le suppléant ne pourrait également l'exercer jusqu'à son terme, le président du conseil d'administration saisit l'organe ayant initialement désigné le candidat (conseil de surveillance de fonds communs de placement d'entreprise, ou groupe de salariés actionnaires), afin que celui-ci désigne un nouveau candidat, dont la nomination sera soumise à la prochaine Assemblée Générale.

Les modalités de désignation des candidats non définies par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur ou par les présents statuts, sont arrêtées par le président du conseil d'administration, notamment en ce qui concerne le calendrier de désignation des candidats.

Les administrateurs représentant les salariés actionnaires sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire dans les conditions applicables à toute nomination d'administrateur.

Ces administrateurs ne sont pas pris en compte pour la détermination des nombres minimal et maximal d'administrateurs prévus par le paragraphe 14.1 ci-dessus.

La durée des fonctions des administrateurs représentant les salariés actionnaires est de cinq ans. Leurs fonctions prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat. Toutefois leur mandat prend fin de plein droit et un administrateur représentant les salariés actionnaires est réputé démissionnaire d'office en cas de perte de la qualité de salarié de la Société (ou d'une société ou groupement d'intérêt économique qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce), ou d'actionnaire (ou membre adhérent à un fonds commun de placement d'entreprise détenant des actions de la Société).

En cas de vacance d'un poste d'administrateur représentant les salariés actionnaires pour quelque raison que ce soit, son remplacement s'effectuera dans les conditions prévues ci-dessus, le nouvel administrateur étant nommé par l'Assemblée Générale Ordinaire pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Jusqu'à la date de remplacement de l'administrateur (ou, le cas échéant, des administrateurs) représentant les salariés actionnaires, le conseil d'administration pourra se réunir et délibérer valablement.

Les dispositions du premier alinéa du paragraphe 14.8 cesseront de s'appliquer lorsqu'à la clôture d'un exercice, le pourcentage de capital détenu par le personnel de la Société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 précité, dans le cadre prévu par les dispositions de l'article L. 225-102 précité, représentera moins de 3 % du capital, étant précisé que le mandat de tout administrateur nommé en application du premier alinéa du paragraphe 14.8 expirera à son terme.

Les dispositions du paragraphe 14.5 relatives au nombre d'actions devant être détenues par un administrateur ne sont pas applicables aux administrateurs représentant les salariés actionnaires. Néanmoins, chaque administrateur représentant les salariés actionnaires devra détenir, soit individuellement, soit à travers un fonds commun de placement d'entreprise créé dans le cadre de l'épargne salariale du Groupe, au moins une action ou un nombre de parts dudit fonds équivalent au moins à une action.

Article 15 - Organisation du conseil d'administration

15.1. Le conseil d'administration nomme parmi les administrateurs un président qui est, à peine de nullité de sa nomination, une personne physique.

Le conseil d'administration détermine la rémunération du président, laquelle s'ajoute à sa part dans le montant global des jetons de présence.

Le président est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. Il est rééligible.

Le président peut être révoqué à tout moment par le conseil d'administration.

La limite d'âge pour l'exercice des fonctions de président du conseil d'administration est fixée à soixante-quinze ans, de sorte que :

- nul administrateur ne peut être nommé président du conseil d'administration s'il a atteint l'âge de soixante-quinze ans ; et
- le président du conseil d'administration venant à atteindre l'âge de soixante-quinze ans au cours de ses fonctions est réputé démissionnaire d'office de son poste de président du conseil d'administration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle qui suit la date de son soixante-quinzième anniversaire.

15.2. Le président du conseil d'administration organise et dirige les travaux du conseil d'administration dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

15.3. Le conseil d'administration peut nommer parmi les administrateurs un vice-président qui est, à peine de nullité de sa nomination, une personne physique.

Le vice-président est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. Il est rééligible.

Le vice-président peut être révoqué à tout moment par le conseil d'administration.

La limite d'âge pour l'exercice des fonctions de vice-président du conseil d'administration est fixée à soixante-quinze ans, de sorte que :

- nul administrateur ne peut être nommé vice-président s'il a atteint l'âge de soixante-quinze ans ; et
- le vice-président du conseil d'administration venant à atteindre l'âge de soixante-quinze ans au cours de ses fonctions est réputé démissionnaire d'office de son poste de vice-président du conseil d'administration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle qui suit la date de son soixante-quinzième anniversaire.

Le vice-président est appelé à suppléer le président en cas d'empêchement temporaire ou de décès de celui-ci. Cette suppléance vaut :

- en cas d'empêchement temporaire, pour la durée de l'empêchement ;
- en cas de décès, jusqu'à l'élection du nouveau président.

Par exception à ce qui précède, la nomination d'un vice-président est obligatoire si les fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général sont exercées par la même personne.

15.4. Le conseil d'administration peut nommer un secrétaire du conseil qui peut être choisi en dehors des administrateurs et des actionnaires.

15.5. Le conseil d'administration crée en son sein un comité d'audit et des risques. Il peut en outre décider la création de tous autres comités du conseil d'administration chargés d'étudier les questions que le conseil d'administration ou son président soumet pour avis à leur examen, notamment dans le domaine des nominations et des rémunérations, de la stratégie et des grands projets.

La composition, les modalités de fonctionnement et les attributions de ces comités sont fixées dans le règlement intérieur du conseil d'administration.

Article 16 - Durée des fonctions - Limite d'âge

16.1. Sous réserve des dispositions législatives et réglementaires applicables en cas de nomination faite à titre provisoire par le conseil d'administration, les administrateurs sont nommés pour une durée de cinq ans.

Leurs fonctions prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

16.2. Les administrateurs sont rééligibles.

16.3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 16.1 et 16.2 ci-avant :

- le nombre des administrateurs (personnes physiques ou représentants de personnes morales) ayant dépassé l'âge de soixante-dix ans ne pourra être supérieur au quart des administrateurs en fonctions, arrondi, le cas échéant, au nombre entier immédiatement supérieur ;
- nul ne peut être nommé administrateur si ayant dépassé l'âge de soixante-dix ans sa nomination a pour effet de porter le nombre des administrateurs ayant dépassé cet âge à plus du quart des administrateurs en fonctions, arrondi, le cas échéant, au nombre entier immédiatement supérieur ; et
- si le nombre d'administrateurs dépassant l'âge de soixante-dix ans vient à représenter plus du quart des administrateurs en fonctions, à défaut de démission d'un administrateur âgé de plus de soixante-dix ans, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office.

16.4. Par dérogation aux dispositions du paragraphe 16.1 ci-avant et pour les seuls besoins de la mise en place d'un mode de renouvellement échelonné du conseil d'administration, l'Assemblée Générale du 21 avril 2011 se prononçant sur la nomination de l'ensemble des administrateurs fixe :

- pour les administrateurs ayant été membre du conseil de surveillance de la Société au cours des douze mois précédant l'Assemblée Générale susvisée, la durée de leur mandat à deux ans, étant précisé que tel est le cas pour les administrateurs personnes morales, même en cas de changement de représentant permanent de ceux-ci en cours de mandat, et pour les représentants de l'État, même en cas de changement de ceux-ci en cours de mandat ;
- pour les administrateurs n'ayant pas été membre du conseil de surveillance de la Société au cours des douze mois précédant l'Assemblée Générale susvisée, la durée du mandat à quatre ans pour un tiers de ces administrateurs, et la durée du mandat à six ans pour deux tiers de ces administrateurs, la répartition s'effectuant par tirage au sort.

Article 17 - Rémunération

17.1. L'assemblée générale alloue aux administrateurs à titre de jetons de présence une somme fixe annuelle, dont elle détermine le montant pour l'exercice en cours et les exercices ultérieurs jusqu'à nouvelle décision.

17.2. Le conseil d'administration répartit librement les jetons de présence entre ses membres, conformément aux règles fixées dans le règlement intérieur du conseil d'administration.

Il peut notamment allouer au président et aux membres des comités prévus au paragraphe 15.5 ci-avant et dans le règlement intérieur du conseil d'administration, une part supérieure à celle des autres administrateurs.

17.3. Le conseil d'administration peut allouer aux administrateurs des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou les mandats spécifiques qu'il leur confie.

Article 18 - Organisation - Fonctionnement du conseil d'administration

18.1. Le conseil d'administration élabore un règlement intérieur afin de préciser et compléter les modalités de son fonctionnement, dont les principes sont présentés au présent article.

18.2. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, et au minimum quatre fois par an, sur convocation de son président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, de son vice-président.

18.3. Le tiers au moins des administrateurs peut demander au président de convoquer le conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé, si le conseil d'administration ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois.

Le directeur général ou, le cas échéant, un directeur général délégué peut également demander au président de convoquer le conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

Dans ces deux cas, le président est lié par les demandes qui lui sont adressées et doit procéder à la convocation du conseil dans les sept jours suivant la demande, ce délai pouvant être abrégé en cas d'urgence.

18.4. La convocation du conseil d'administration peut être faite par tout moyen écrit. Le délai de convocation du conseil d'administration est de dix jours calendaires, ce délai pouvant être abrégé en cas d'urgence dûment justifiée.

Le conseil d'administration peut valablement délibérer même en l'absence de convocation si tous ses membres sont présents ou représentés.

Les réunions du conseil d'administration se tiennent au siège social, ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

18.5. Tout administrateur peut donner, par tous moyens écrits, mandat à un autre administrateur de le représenter à une séance du conseil d'administration ; chaque administrateur ne pouvant représenter qu'un seul administrateur.

18.6. Le conseil d'administration ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié des administrateurs sont présents.

18.7. Les administrateurs participant aux réunions du conseil d'administration par des moyens de visioconférence ou de télécommunication satisfaisant aux caractéristiques techniques fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, dans les conditions et selon les modalités prévues par le règlement intérieur du conseil d'administration.

18.8. Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

En cas de partage des voix, la voix du président de séance est prépondérante.

18.9. Les réunions du conseil d'administration sont présidées par le président du conseil d'administration.

En cas d'absence du président du conseil d'administration, le vice-président du conseil d'administration le remplace en tant que président de séance.

En l'absence du président et du vice-président du conseil d'administration, le conseil désigne, parmi les administrateurs, le président de séance.

18.10. Il est tenu un registre de présence qui est signé par les membres du conseil d'administration participant à la séance du conseil, tant en leur nom propre qu'au titre d'un mandat de représentation.

18.11. Les délibérations du conseil d'administration sont constatées dans des procès-verbaux signés par le président de séance et par au moins un administrateur ayant pris part à la séance, et sont établis sur un registre spécial et paraphé. En cas d'empêchement du président de séance, il est signé par au moins deux administrateurs.

Article 19 - Pouvoirs du conseil d'administration

19.1. Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

19.2. En particulier et sans que cette liste soit limitative, le conseil d'administration, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et dans les conditions et selon les modalités fixées le cas échéant par le règlement intérieur du conseil d'administration :

- est compétent pour convoquer l'Assemblée Générale des actionnaires de la Société et fixer son ordre du jour ;
- approuve le budget annuel du Groupe présenté par le directeur général ainsi que toute modification de ce budget ;
- arrête le plan d'activité à moyen terme du Groupe ;
- arrête les comptes sociaux et les comptes consolidés et établit le rapport annuel de gestion ;
- autorise les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce ;
- choisit le mode d'exercice de la direction générale de la Société, conformément aux paragraphes 21.1 et 21.4 des présents statuts ;
- nomme ou révoque le président du conseil d'administration, le cas échéant le vice-président du conseil d'administration, le directeur général et, le cas échéant, sur proposition du directeur général, le ou les directeurs généraux délégués ;
- détermine les pouvoirs du directeur général et le cas échéant, en accord avec ce dernier, ceux du ou des directeurs généraux délégués ;
- peut coopter un administrateur ;
- fixe la rémunération du président du conseil d'administration, le cas échéant du vice-président du conseil d'administration, du directeur général et, le cas échéant, du ou des directeurs généraux délégués ;
- nomme les membres du comité d'audit et des risques et, le cas échéant, les membres des autres comités du conseil d'administration créés conformément aux dispositions des présents statuts et du règlement intérieur du conseil d'administration ;
- répartit les jetons de présence entre ses membres conformément aux dispositions du règlement intérieur du conseil d'administration ;
- approuve le rapport du président du conseil d'administration sur le fonctionnement du conseil d'administration, sur le contrôle interne et sur la gestion des risques ;
- peut décider l'émission de titres de créance ne donnant pas accès au capital ;
- décide de l'attribution d'une indemnisation aux censeurs ;
- autorise le directeur général de la Société, avec faculté de subdélégation, à accorder des cautionnements, avals et garanties, en fixant, pour chaque exercice :
 - un plafond global, et le cas échéant
 - un montant maximum par opération ;

- autorise de manière préalable toute opération dont le montant entraînerait le dépassement du plafond global ou du montant maximum par opération fixé par le conseil d'administration comme indiqué ci-dessus.

19.3. Outre les obligations législatives et réglementaires d'autorisation préalable du conseil d'administration, certaines opérations dont la liste figure dans le règlement intérieur du conseil d'administration devront, dans le cadre de l'organisation interne de la Société et du Groupe, faire l'objet d'une approbation expresse préalable du conseil d'administration avant d'être engagées par le directeur général de la Société ou, le cas échéant, par un directeur général délégué.

19.4. Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

Censeurs

Article 20 - Censeurs

20.1. L'Assemblée Générale Ordinaire peut procéder à la nomination, dans le cadre du conseil d'administration, de censeurs choisis parmi les actionnaires ou en dehors de ceux-ci.

20.2. Le nombre de censeurs ne peut excéder deux.

20.3. Toutefois, dans l'hypothèse où la participation de l'État dans le capital de la Société deviendrait inférieure à 10 %, l'État pourrait désigner d'office un censeur, portant alors le nombre maximum de censeurs à trois.

20.4. Les censeurs sont nommés pour une durée de quatre ans, étant précisé que l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société peut à tout moment les révoquer. Leurs fonctions prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

20.5. Les censeurs sont rééligibles.

20.6. Tout censeur venant à atteindre l'âge de soixante-dix ans est réputé démissionnaire d'office.

20.7. Les missions et, le cas échéant, les modalités d'indemnisation des censeurs sont décrites dans le règlement intérieur du conseil d'administration.

Direction générale

Article 21 - Choix des modalités d'exercice de la direction générale

21.1. La direction générale de la Société est assumée, sous sa responsabilité :

- soit par le président du conseil d'administration,
- soit par une autre personne physique, nommée par le conseil d'administration parmi ses membres ou en dehors de ceux-ci et portant le titre de directeur général.

21.2. La durée des fonctions du directeur général est fixée par le conseil d'administration dans la décision de nomination, sous réserve des dispositions du paragraphe 21.3 ci-après.

21.3. Dans l'hypothèse où la direction générale de la Société est assumée par un administrateur, celui-ci est réputé démissionnaire d'office de ses fonctions de directeur général à l'expiration de son mandat d'administrateur.

21.4. Le conseil d'administration, délibérant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 18 des présents statuts, choisit entre les deux modalités d'exercice de la direction générale visées au paragraphe 21.1 ci-avant. Ce mode de direction demeure en application jusqu'à décision contraire. Ce choix est de la compétence exclusive du conseil d'administration.

21.5. Lorsque la direction générale de la Société est assumée par le président du conseil d'administration, les dispositions législatives et réglementaires, ainsi que celles des paragraphes ci-après relatives au directeur général, lui sont applicables. Il prend alors le titre de président-directeur général.

21.6. Le changement des modalités d'exercice de la direction générale de la Société n'entraîne pas de modification des présents statuts.

Article 22 - Pouvoirs

22.1. Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société.

22.2. Le directeur général exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve :

- des pouvoirs que les dispositions législatives et réglementaires en vigueur attribuent expressément aux Assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration ; et
- des pouvoirs réservés et des approbations préalables confiées au conseil d'administration conformément aux dispositions du règlement intérieur du conseil d'administration.

22.3. Le conseil d'administration pourra en outre, notamment pour une opération particulière, limiter l'étendue des pouvoirs du directeur général de façon spécifique.

22.4. Le directeur général représente la Société dans ses rapports avec les tiers.

La Société est engagée même par les actes du directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

Les dispositions des statuts ou les décisions du conseil d'administration limitant les pouvoirs du directeur général sont inopposables aux tiers.

Article 23 - Direction générale déléguée

23.1. Sur proposition du directeur général, le conseil d'administration peut nommer, parmi ses membres ou en dehors de ceux-ci, une à trois personnes physiques chargées d'assister le directeur général, avec le titre de directeur général délégué.

23.2. En accord avec le directeur général, le conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés à chacun des directeurs généraux délégués.

Les directeurs généraux délégués disposent, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le directeur général.

Article 24 - Rémunération

La rémunération du directeur général et, le cas échéant, du ou des directeurs généraux délégués est fixée par le conseil d'administration.

Article 25 - Limite d'âge

25.1. La limite d'âge est fixée à soixante-cinq ans pour l'exercice des fonctions de directeur général ou de directeur général délégué.

25.2. Nul ne peut être nommé directeur général ou directeur général délégué s'il a atteint la limite d'âge de soixante-cinq ans.

25.3. Lorsque le directeur général ou un directeur général délégué atteint la limite d'âge de soixante-cinq ans au cours de son mandat, il est réputé démissionnaire d'office en tant que, respectivement, directeur général ou directeur général délégué, à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle qui suit la date de son soixante-cinquième anniversaire.

Article 26 - Révocation et empêchement

26.1. Le directeur général est révocable, à tout moment, par le conseil d'administration.

Il en est de même, sur proposition du directeur général, des directeurs généraux délégués.

26.2. Lorsque le directeur général cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, les directeurs généraux délégués conservent, sauf décision contraire du conseil d'administration, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau directeur général.

À l'occasion de la nomination du nouveau directeur général, le conseil d'administration se prononce sur le maintien ou non des directeurs généraux délégués, sur proposition du nouveau directeur général.

Titre IV – Assemblées générales

Dispositions générales

Article 27 - Effet des délibérations

27.1. L'Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires.

27.2. Ses délibérations prises conformément aux dispositions législatives et réglementaires et aux présents statuts obligent tous les actionnaires, même absents, incapables ou dissidents.

Article 28 - Convocation - Lieu de réunion

28.1. Les Assemblées Générales sont convoquées dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

28.2. Les Assemblées Générales peuvent se tenir au siège social ou dans tout autre lieu en France métropolitaine, indiqué dans l'avis de convocation.

Article 29 - Ordre du jour

- 29.1. L'ordre du jour est arrêté, en principe, par l'auteur de la convocation.
- 29.2. Un ou plusieurs actionnaires, représentant la fraction du capital social requise par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, peuvent toutefois requérir l'inscription à l'ordre du jour de points ou de projets de résolution.
- 29.3. L'Assemblée ne peut délibérer sur une question si elle n'est pas inscrite à l'ordre du jour.
- Néanmoins, elle peut, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs membres du conseil d'administration et procéder à leur remplacement.

Article 30 - Participation

- 30.1. L'Assemblée Générale se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre d'actions détenues par ceux-ci.
- 30.2. Tout actionnaire a le droit de participer aux Assemblées et d'exprimer son vote dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.
- Il peut en outre, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, adresser le formulaire de procuration et de vote par correspondance concernant toute Assemblée soit sous forme papier, soit, sur décision du conseil d'administration publiée dans l'avis de réunion et l'avis de convocation, par voie électronique.
- En cas d'utilisation d'un formulaire électronique, la signature de l'actionnaire prend la forme soit d'une signature électronique sécurisée, soit d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache, pouvant notamment consister en un identifiant et un mot de passe.
- 30.3. Les titulaires d'actions sur le montant desquels les versements exigibles n'ont pas été effectués dans le délai de trente jours à compter de la mise en demeure effectuée par la Société, ne peuvent être admis aux Assemblées. Leurs actions sont déduites du nombre total d'actions existantes pour le calcul du quorum.

Article 31 - Tenue des Assemblées**Bureau de l'Assemblée - Secrétaire**

- 31.1. Les Assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le conseil d'administration.
- À défaut, l'Assemblée élit elle-même son président.
- 31.2. Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'Assemblée présents et acceptants qui disposent du plus grand nombre de voix.
- 31.3. Le bureau de l'assemblée désigne le secrétaire, lequel peut être choisi en dehors des actionnaires.
- 31.4. Il est tenu une feuille de présence dûment émargée par les participants et certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Délibérations - Procès-verbaux

- 31.5. Les délibérations des assemblées sont constatées dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.
- 31.6. Les procès-verbaux sont signés par les membres du bureau de l'assemblée. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par le président du conseil d'administration ou par le secrétaire de l'assemblée.

Droits de vote

- 31.7. Chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires.
- 31.8. Toutefois, les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis au moins deux ans au nom du même actionnaire, à la date de l'Assemblée Générale, ont un droit de vote double de celui conféré aux autres actions.
- 31.9. En cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, ce droit de vote double est conféré, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison des actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.
- 31.10. Toute action convertie au porteur ou transférée en propriété perd le droit de vote double. Toutefois le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai ci-dessus visé.
- 31.11. La fusion ou la scission éventuelle de la Société, réalisée par voie d'absorption ou de scission de la Société, sera sans effet sur le droit de vote double qui pourra être exercé au sein de la société absorbante ou des sociétés résultant de la scission si les statuts de celle(s)-ci l'ont institué.

Assemblées Générales Ordinaires

Article 32 - Quorum - Majorité

- 32.1. L'Assemblée Générale Ordinaire, réunie sur première convocation, ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le cinquième des actions ayant le droit de vote.
- 32.2. Sur deuxième convocation, la délibération est valable quel que soit le nombre d'actions détenues par les actionnaires présents ou représentés.
- 32.3. Les délibérations sont prises à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

Article 33 - Pouvoirs

- 33.1. L'Assemblée Générale Ordinaire délibère sur toutes propositions qui ne sont pas de la compétence exclusive de l'Assemblée Générale Extraordinaire.
- 33.2. Notamment, l'Assemblée Générale Ordinaire :
- entend les rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes ;
 - discute, approuve, redresse ou rejette les comptes annuels et les comptes consolidés de l'exercice et fixe les dividendes à répartir ainsi que les sommes à affecter au report à nouveau ;
 - décide la constitution de tous fonds de réserve, fixe les prélèvements à effectuer sur ceux-ci et en décide la distribution ;
 - détermine le montant global des jetons de présence du conseil d'administration, qui seront répartis par celui-ci conformément aux dispositions du règlement intérieur du conseil d'administration ;
 - nomme, réélit ou révoque les administrateurs ;
 - ratifie les nominations d'administrateurs faites provisoirement par le conseil d'administration ; et
 - nomme les commissaires aux comptes et statue, s'il y a lieu, sur tout rapport spécial établi par ceux-ci conformément à la loi.

Assemblées Générales Extraordinaires

Article 34 - Quorum - Majorité

- 34.1. L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut délibérer que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins :
- sur première convocation, le quart des actions ayant le droit de vote, ou
 - sur seconde convocation, le cinquième des actions ayant droit de vote.
- 34.2. Les délibérations sont prises à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.
- 34.3. Lorsque l'Assemblée Générale Extraordinaire délibère sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire, s'il est actionnaire de la Société, n'a voix délibérative ni pour lui, ni comme mandataire. Ses actions ne sont prises en compte ni pour le calcul du quorum ni pour celui de la majorité.

Article 35 - Pouvoirs

- 35.1. L'Assemblée Générale Extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions, de même qu'elle peut décider la transformation de la Société en une société de toute autre forme sous réserve de ce qui est mentionné au paragraphe 35.2 ci-dessous.
- 35.2. L'assemblée générale ne peut en aucun cas, si ce n'est à l'unanimité des actionnaires, augmenter les engagements de ceux-ci, ni porter atteinte à l'égalité de leurs droits.

Titre V – Comptes annuels - Répartition des bénéfices - Commissaires aux comptes

Article 36 - Exercice social

- 36.1. Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.
- 36.2. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Article 37 - Comptes annuels

À la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration établit les comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 38 - Répartition des bénéfices

38.1. Le bénéfice distribuable, tel qu'il est défini par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, est à la disposition de l'assemblée générale.

Sauf exception résultant des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, l'Assemblée Générale décide souverainement de son affectation.

38.2. L'Assemblée Générale peut également décider d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, ou des acomptes sur dividendes, le choix entre le paiement du dividende en espèces ou en actions, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

38.3. Le conseil d'administration a la faculté de distribuer des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

38.4. Aucune distribution ne peut être effectuée si à la suite de celle-ci les capitaux propres de la Société sont ou deviennent inférieurs à la moitié du capital social augmentée des réserves légales ou statutaires.

Article 39 - Commissaires aux comptes

■ Un ou deux commissaires aux comptes titulaires, et

■ un ou deux commissaires aux comptes suppléants,

sont nommés, et exercent leur mission de contrôle, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Titre VI – Dissolution - Liquidation - Contestations**Article 40 - Capitaux propres devenus inférieurs à la moitié du capital social**

40.1. Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil d'administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant constaté ces pertes, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider, s'il y a lieu, la dissolution anticipée de la Société.

40.2. Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve des dispositions législatives et réglementaires afférentes au montant minimum du capital social, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

40.3. Dans les deux cas, la résolution adoptée par l'Assemblée Générale Extraordinaire est publiée conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Article 41 - Dissolution anticipée - Prorogation

41.1. L'Assemblée Générale Extraordinaire peut, à toute époque, prononcer la dissolution anticipée de la Société.

41.2. Un an au moins avant l'expiration de la durée de la Société, le conseil d'administration provoque la réunion d'une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires à l'effet de décider si la Société doit être prorogée.

Article 42 - Dissolution - Liquidation

42.1. À l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et la rémunération.

42.2. La nomination des liquidateurs met fin aux fonctions des administrateurs, du président du conseil d'administration, du directeur général et des directeurs généraux délégués.

42.3. Pendant toute la durée de la liquidation, l'assemblée générale conserve les mêmes pouvoirs.

42.4. Le produit net de la liquidation après le règlement du passif est employé d'abord à rembourser le montant libéré et non amorti des actions; le surplus est réparti entre toutes les actions.

42.5. Les actionnaires sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif, sur le quitus de la gestion des liquidateurs, la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation ; celle-ci est publiée conformément à la loi.

Article 43 - Contestations

Toutes contestations et tous litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution des présents statuts ou généralement relatifs aux affaires sociales, pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, survenant :

- soit entre les actionnaires et la Société, ses administrateurs, les censeurs ou les commissaires aux comptes,
- soit entre la Société et ses administrateurs, les censeurs ou les commissaires aux comptes,
- soit entre les actionnaires eux-mêmes,

seront soumis à la compétence exclusive du Tribunal de commerce dans le ressort duquel est situé le siège social de la Société.

MODIFICATION DES NOUVEAUX STATUTS

En cas d'adoption des nouveaux statuts figurant ci-dessus par les actionnaires, ceux-ci auront à se prononcer dans le cadre d'une résolution spécifique (7^{ème} résolution) sur la modification de l'article 31 des nouveaux statuts auquel serait ajouté un nouveau paragraphe 31.12 rédigé comme suit :

Limitation des droits de vote

Par dérogation aux dispositions des paragraphes 31.7 et 31.8 ci-avant, en Assemblée Générale, aucun actionnaire ne peut exprimer, pour lui-même et en tant que mandataire, au titre des droits de vote attachés aux actions qu'il détient directement ou indirectement et aux pouvoirs qui lui sont donnés, plus de 30 % du nombre total des droits de vote attachés à l'ensemble des actions de la Société.

Pour l'application des dispositions ci-dessus :

- le nombre total des droits de vote attachés aux actions de la Société pris en compte est calculé à la date de l'Assemblée Générale et est porté à la connaissance des actionnaires à l'ouverture de ladite Assemblée Générale ;
- le nombre de droits de vote détenus directement et indirectement s'entend de ceux qui sont attachés aux actions que détient en propre :
 - une personne physique, soit à titre personnel, soit dans le cadre d'une indivision,
 - une société, groupement, association ou fondation,
 et de ceux qui sont attachés aux actions détenues par une société contrôlée, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, par une société ou par une personne physique, association, groupement ou fondation ;
- pour les droits de vote exprimés par le président de l'Assemblée Générale, ne sont pas pris en compte dans les limitations prévues ci-dessus les droits de vote qui sont attachés à des actions pour lesquelles une procuration a été retournée à la Société sans indication de mandataire et qui, individuellement, n'enfreignent pas les limitations prévues.

Les limitations prévues ci-dessus sont sans effet pour le calcul du nombre total des droits de vote, y compris les droits de vote double, attachés aux actions de la Société et dont il doit être tenu compte pour l'application des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires prévoyant des obligations particulières par référence au nombre des droits de vote existant dans la Société ou au nombre d'actions ayant droit de vote.

Les limitations prévues dans le présent paragraphe 31.12 deviennent caduques, sans qu'il y ait lieu à une nouvelle décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, dès lors qu'une personne physique ou morale, agissant seule ou de concert avec une ou plusieurs personnes physiques ou morales, vient à détenir, à la suite d'une procédure d'offre publique visant la totalité des actions de la Société, deux-tiers du capital ou des droits de vote de la Société. Le conseil d'administration constate la réalisation d'une telle caducité et procède aux formalités corrélatives de modification des statuts.

LE GROUPE SAFRAN

EN 2010

CHIFFRES CLÉS AJUSTÉS 2010

<i>(en millions d'euros)</i>	2009 retraité	2010
Chiffre d'affaires	10 448	10 760
Résultat opérationnel courant	729	878
% du chiffre d'affaires	7,0 %	8,2 %
Résultat opérationnel	698	865
Résultat net part du Groupe	395	508
Bénéfice net par action <i>(en euros)</i>	0,99	1,27

En données ajustées.

Définitions

2009 retraité

Compte tenu des changements de définition des données ajustées et des changements de présentation effectués au 30 juin 2010, le compte de résultat 2009 ajusté a été retraité afin de servir de base de comparaison pour les publications futures. Ces retraitements ont pour objet de répondre aux attentes des marchés financiers pour une meilleure lisibilité des comptes.

Au premier semestre 2010, le Groupe a décidé de retraiter les effets des écritures relatives à l'allocation du prix d'acquisition (PPA) de tous les regroupements d'entreprises significatifs (notamment ceux liés aux acquisitions dans le domaine de la Sécurité) et non seulement ceux liés à la fusion Sagem/Snecma.

En conséquence, le compte de résultat annuel 2009 ajusté qui doit servir de base de comparaison a été retraité des effets des écritures relatives à l'allocation du prix d'acquisition (PPA) des acquisitions significatives (notamment dans le domaine de la Sécurité).

Données ajustées

Afin de refléter les performances économiques réelles du Groupe et de permettre leur suivi et leur comparabilité avec celles de ses concurrents, Safran établit, en parallèle à ses comptes consolidés, un compte de résultat ajusté.

Le compte de résultat consolidé du groupe Safran est ajusté pour tenir compte :

- des incidences de l'allocation du prix d'acquisition réalisée dans le cadre de regroupements d'entreprises significatifs. Ce retraitement concerne depuis 2005 les dotations aux amortissements des actifs incorporels liés aux programmes aéronautiques, réévalués lors de la fusion Sagem/Snecma. À compter de la publication des comptes semestriels 2010, le Groupe a décidé de retraiter les effets des écritures relatives à l'allocation du prix d'acquisition de tous les regroupements d'entreprises significatifs (et pas uniquement ceux liés à la fusion Sagem/Snecma), notamment les dotations aux amortissements des actifs incorporels, comptabilisées lors de l'acquisition, avec des durées d'amortissement longues, justifiées par la durée des cycles économiques des activités sur lesquelles opère le Groupe ;
- de la valorisation au prix du marché des instruments dérivés de change, afin de rétablir la substance économique réelle de la stratégie globale de couverture du risque de change du Groupe :
 - le chiffre d'affaires net des achats en devises est ainsi valorisé au cours de change effectivement obtenu sur la période, intégrant le coût de mise en œuvre de la stratégie de couverture,
 - la comptabilisation de la totalité des variations de juste valeur des instruments dérivés de change non dénoués à la clôture de l'exercice est neutralisée, y compris la partie dite « inefficace » depuis la publication des comptes annuels 2009, compte tenu de la part d'instruments optionnels mis en place, des actions d'optimisation initiées sur le portefeuille d'instruments de couverture et de la volatilité des paramètres de marché servant à leur valorisation à la juste valeur.

Résultat opérationnel courant

Safran présente un agrégat intermédiaire, « résultat opérationnel courant », au sein du résultat opérationnel pour une meilleure lisibilité de la performance opérationnelle du Groupe.

Ce sous-total exclut les éléments (charges et produits) qui ont peu de valeur prédictive du fait de leur nature, fréquence et/ou importance relative. Ces charges et produits concernent :

- les pertes de valeur sur écarts d'acquisition, les pertes de valeur ou, le cas échéant, les reprises de pertes de valeur sur actifs incorporels liés aux programmes, projets ou familles de produits étant générées par un événement qui modifie de manière substantielle la rentabilité économique des programmes, projets ou familles de produits concernés (ex. : négociation d'accords commerciaux, modifications du processus de productions...);
- les plus- et moins-values de cessions d'activités ;
- d'autres éléments inhabituels et matériels dont la nature n'est pas directement liée à l'exploitation courante.

ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DU GROUPE

Safran a enregistré une performance opérationnelle solide en 2010, permettant de dépasser les trois critères qu'il s'était fixés pour l'année. Le Groupe a dépassé sa prévision de **chiffre d'affaires** avec 10 760 millions d'euros, comparé à 10 448 millions d'euros en 2009, enregistrant une croissance de 3,0 % ; la part des revenus des services aéronautiques a progressé en 2010 et représente 50,1 % du chiffre d'affaires de l'activité de Propulsion et 31,3 % de celui de l'activité Équipements. La **marge opérationnelle courante** a dépassé la prévision annoncée. Pour l'année 2010, le résultat opérationnel courant de Safran s'établit à 878 millions d'euros (8,2 % du chiffre d'affaires), au-delà de l'objectif de résultat opérationnel indiqué de 8 %. Le résultat opérationnel s'établit à 865 millions d'euros (8,2 % du chiffre d'affaires), après la prise en compte des éléments non récurrents de 13 millions d'euros constatés durant l'exercice 2010, tous liés aux coûts de fusions-acquisitions (HCM, L-1 Identity Solutions, SME, etc.).

Les clients du Groupe ont confirmé leur confiance dans ses technologies et ses produits : CFM et Safran ont été sélectionnés par Airbus pour équiper le nouvel A320neo du moteur LEAP-X et de sa nacelle, les premiers équipements du fantassin FELIN ont été livrés à l'armée française, et l'Inde a attribué un numéro d'identification unique et sécurisé à un million et demi d'habitants, grâce à la dernière technologie biométrique du Groupe. Safran a également réalisé des opérations stratégiques qui devraient être finalisées en 2011, sous réserve des autorisations gouvernementales finales : l'acquisition de SNPE Matériaux Énergétiques destinée à créer une entité unifiée dans le domaine de la propulsion solide et celle de L-1 Identity Solutions, afin de consolider le leadership mondial du Groupe dans les solutions biométriques.

Le carnet de commandes CFM56 est de 6 263 moteurs, soit environ 5 années de production.

Le **résultat net (part du Groupe)** progresse de 29 % par rapport à 2009 sur une base retraitée, à 508 millions d'euros (1,27 euro par action).

La position financière du Groupe s'est considérablement améliorée, passant d'un endettement net de 498 millions d'euros au 31 décembre 2009 à une **trésorerie positive** de 24 millions d'euros au 31 décembre 2010. Cette performance s'explique par la génération plus importante que prévu de **cash flow libre** (934 millions d'euros) sur l'année 2010, provenant de la forte rentabilité du Groupe et d'une réduction de son besoin en fonds de roulement. Le Groupe démontre ainsi sa capacité à générer durablement de la trésorerie.

ACTIVITÉ ET RÉSULTATS PAR ACTIVITÉS

Chiffre d'affaires (en millions d'euros)	2009 retraité	2010
Propulsion aéronautique et spatiale	5 673	5 604
Équipements aéronautiques	2 767	2 834
Défense	1 061	1 240
Sécurité	904	1 041
Holding et divers	43	41
TOTAL	10 448	10 760

Résultat opérationnel courant (en millions d'euros)	2009 retraité	2010
Propulsion aéronautique et spatiale	628	663
Équipements aéronautiques	73	127
Défense	9	55
Sécurité	86	128
Holding et divers	(67)	(95)
TOTAL	729	878

Propulsion aéronautique et spatiale

Le **chiffre d'affaires** 2010 s'élève à 5 604 millions d'euros, contre 5 673 millions d'euros l'année précédente, soit un recul de 1,2 %, ou de 3,1 % sur une base organique. Le chiffre d'affaires a été soutenu par une progression rapide de l'activité de services pour les moteurs militaires, civils récents de forte puissance et d'hélicoptères, mais considérablement ralenti par la faiblesse des ventes de pièces détachées pour le CFM56 durant la première moitié de l'année. Les livraisons de première monte ont légèrement fléchi sur pratiquement toutes les activités de Propulsion aéronautique, civile comme militaire. Les livraisons de nouveaux moteurs CFM56 (1 251 unités) sont quasiment égales par rapport à 2009. Après le succès des salons de Farnborough et de Zhuhai, les commandes de CFM56 en 2010 s'élèvent à 1 583 moteurs, deux fois plus qu'en 2009.

Sur l'ensemble de l'exercice 2010, la part du chiffre d'affaires des services a augmenté à 50,1 % dans la Propulsion aérospatiale, profitant d'une forte contribution de l'activité de services pour les moteurs militaires et d'hélicoptères, ainsi que pour les moteurs civils récents de forte puissance. Cela illustre aussi le potentiel de la base installée de moteurs CFM56 en service (près de 21 000 moteurs actuellement) et la progression en maturité de cette flotte fortement génératrice de pièces de rechange.

Les prises de **commandes** de l'année sont en forte croissance (+19 %) par rapport à 2009.

Le **résultat opérationnel courant** de l'exercice 2010 s'établit à 663 millions d'euros (11,8 % du chiffre d'affaires), en hausse de 5,6 % par rapport aux 628 millions d'euros enregistrés en 2009, sur une base retraitée (11,1 % du chiffre d'affaires). Cette amélioration significative, en dépit d'un environnement dégradé pour les services des moteurs CFM56, traduit la forte activité des pièces détachées pour les moteurs militaires et civils récents de forte puissance, ainsi que la hausse des prix unitaires des moteurs de première monte. Ces résultats ont largement bénéficié du programme Safran+ de réduction des coûts, ainsi que de l'amélioration de la productivité (chaîne d'approvisionnement, efficacité des process industriels). L'effet de change a eu un impact légèrement défavorable sur les résultats.

Le Groupe participe actuellement à la consolidation du segment des moteurs à ergols solides, à travers le rapprochement avec la société publique SNPE Matériaux Énergétiques (SME). Cette opération, dont le principe a été agréé par le gouvernement français, aboutira au regroupement dans une entité unique détenue par Safran de Snecma Propulsion solide, filiale du Groupe, et de SME. Elle conduit à intégrer le développement et la production des moteurs à propulsion solide avec le développement et la production des propergols qui les alimentent.

Équipements aéronautiques

L'activité Équipements aéronautiques enregistre un **chiffre d'affaires** de 2 834 millions d'euros, en hausse de 2,4 % par rapport à 2009 (2 767 millions d'euros), stable sur une base organique. Cette augmentation est due à une facturation plus importante, bien que moindre qu'attendue sur certains programmes, notamment pour les systèmes d'atterrissage et de câblage du Boeing B787. Elle a cependant été légèrement contrebalancée par une baisse de l'activité des nacelles, les livraisons de grandes nacelles ayant été moins importantes (74 unités pour A380 en 2010, contre 84 en 2009, et le programme A340 s'étant arrêté en cours d'année), tandis que le nombre de livraisons de petites nacelles est resté stable.

Sur l'ensemble de l'année 2010, la part des services a légèrement baissé de 31,8 % à 31,3 % du chiffre d'affaires de l'activité Équipements aéronautiques.

Les prises de **commandes** de l'année sont en très forte croissance (+35 %) par rapport à 2009.

Le **résultat opérationnel courant** de l'exercice 2010 ressort à 127 millions d'euros (4,5 % du chiffre d'affaires), en hausse de 74 % par rapport aux 73 millions d'euros enregistrés en 2009 sur une base retraitée (2,6 % du chiffre d'affaires). Cette amélioration provient pour une large part d'un début de redressement de l'activité nacelles, notamment grâce aux coûts de production en nette amélioration pour l'A380, à de meilleures conditions commerciales et à un mix-produit favorable. L'activité des nacelles a par ailleurs atteint l'équilibre opérationnel au quatrième trimestre 2010. La performance des Équipements aéronautiques a également été tirée par l'importante contribution de Messier Services (réparation et révision de trains d'atterrissage).

L'activité Labinal Salisbury (ex-Harvard Custom Manufacturing) a été consolidée sur un mois en 2010.

Défense

Le **chiffre d'affaires** 2010 s'établit à 1 240 millions d'euros et augmente ainsi de 17 % par rapport à 2009, ou de 12,4 % sur une base organique. Cette performance est principalement fondée sur une croissance de plus de 30 % de l'activité optronique qui a bénéficié d'un important carnet de commandes (équipements à liaisons intégrées FELIN pour l'armée française, jumelles infrarouge de longue portée pour les marchés français et export). Cette tendance a toutefois été modérée par un léger recul de l'activité avionique, due à une baisse des volumes dans les systèmes de contrôle de vol des hélicoptères et avions régionaux.

Après une année 2009 exceptionnelle, les **commandes** des activités de défense ont reculé de 29 % en 2010, tout en se maintenant à environ une fois le chiffre d'affaires 2010.

Le **résultat opérationnel courant** de l'exercice 2010 s'établit à 55 millions d'euros (4,4 % du chiffre d'affaires), contre 9 millions d'euros enregistrés en 2009 sur une base retraitée (0,8 % du chiffre d'affaires). À noter que le résultat 2009 intégrait une perte à terminaison de 35 millions d'euros sur le programme de navigation de l'A400M. Par ailleurs, l'amélioration s'explique par une progression significative des résultats de l'activité optronique, l'activité avionique ayant pour sa part souffert de moindres volumes dans les systèmes de contrôle de vol.

Sécurité

Les activités Sécurité enregistrent un **chiffre d'affaires** de 1 041 millions d'euros en 2010, en hausse de 15,2 % par rapport à 2009. Sur une base organique, il est en retrait de 6 %. Cette baisse provient principalement, comme prévu, du plus faible chiffre d'affaires lié au contrat des solutions d'identification de Côte d'Ivoire qu'en 2009. Si l'on exclut ce contrat, le chiffre d'affaires a augmenté en 2010 de 7 % sur une base organique, la hausse ayant notamment bénéficié d'un effet de change favorable du réal brésilien et du dollar australien. L'activité des cartes à puce enregistre une croissance en volume à deux chiffres, en partie atténuée par des conditions de prix moins favorables.

Les prises de **commandes** de l'année sont en forte croissance (+18 %) par rapport à 2009.

Le **résultat opérationnel courant** de l'exercice 2010 s'établit à 128 millions d'euros (12,3 % du chiffre d'affaires), en hausse de 49 % par rapport aux 86 millions d'euros enregistrés en 2009 sur une base retraitée (9,5 % du chiffre d'affaires). L'amélioration est tirée par l'apport des activités récemment acquises, mais aussi par la très bonne performance des activités d'identification dans les pays émergents, qui ont compensé l'impact défavorable du contrat en Côte d'Ivoire. L'activité des cartes à puce a bénéficié de volumes accrus et d'une baisse des coûts de production plus importante que celle des prix unitaires. Le Groupe a continué à se développer en Inde et a émis avec succès le premier numéro à douze chiffres de l'UIDAI durant l'été 2010 ; depuis, un million et demi d'habitants se sont vus attribuer un numéro d'identification unique et sécurisé par une double biométrie.

En 2010, le Groupe a signé un accord avec L-1 Identity Solutions, entreprise leader des solutions d'identité aux États-Unis. Conformément à cet accord et sous réserve de l'approbation des autorités gouvernementales américaines et de la satisfaction de certaines conditions préalables, Safran fera l'acquisition pour un montant total de 1,09 milliard de dollars US de la société, de ses activités de solutions biométriques et de contrôle d'accès, de titres d'identité sécurisés et de services d'enrôlement.

PERSPECTIVES

Les perspectives pour l'exercice 2011 ne prennent pas en compte la contribution des acquisitions de L-1 Identity Solutions et de SME (transactions qui seront finalisées après obtention des autorisations gouvernementales finales).

En tenant compte de la reprise escomptée de l'activité des services du moteur CFM et des livraisons de première monte, ainsi que d'une couverture favorable du dollar, les perspectives pour l'année 2011 sont les suivantes :

- une hausse du chiffre d'affaires d'au moins 5 % (à un taux de change spot moyen de 1,33 dollar US pour un euro) ;
- une augmentation du résultat opérationnel courant d'au moins 20 % (à un taux de couverture cible de 1,38 dollar US pour un euro) ;
- un cash flow libre représentant environ un tiers du résultat opérationnel courant, en tenant compte de la hausse attendue du besoin en fonds de roulement (suite aux circonstances particulières favorables de fin 2010) et des investissements en R&D.

Ces perspectives 2011 sont basées sur les hypothèses suivantes :

- une augmentation de 10 à 15 % des services en aéronautique civile ;
- une forte reprise des livraisons de première monte en aéronautique ;
- une prudence à court terme sur les programmes A380 et B787 ;
- un effort de R&D accru (impact net supérieur à 50 millions d'euros sur le compte de résultat et de plus de 200 millions d'euros en trésorerie, notamment pour le développement du moteur LEAP-X) ;
- une croissance forte et rentable des activités de Sécurité.
- La poursuite des efforts d'amélioration de la rentabilité et de réduction des frais généraux grâce au plan Safran+.

L'année 2011 devrait constituer une nouvelle étape significative permettant à Safran d'atteindre dès 2012 une marge opérationnelle courante supérieure à 10 % des ventes. Cette performance est sous-tendue par une couverture de change plus favorable en 2011-2014, le potentiel de croissance des services sur nos produits aéronautiques de dernière génération, la poursuite du développement de nos activités de sécurité, ainsi que la reprise attendue au niveau mondial des activités aéronautiques de première monte.

RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

(en euros)	Exercice 2006	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2010
Capital en fin d'exercice					
Capital social	83 405 917	83 405 917	83 405 917	83 405 917	83 405 917
Nombre des actions ordinaires existantes	417 029 585	417 029 585	417 029 585	417 029 585	417 029 585
Opérations et résultats de l'exercice					
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	224 572 080	278 589 207	404 777 762	259 026 592	460 950 316
Impôts sur les bénéfices	(118 622 179)	(125 473 595)	(189 316 880)	(130 569 281)	(81 337 666)
Participation des salariés due au titre de l'exercice	5 288 647	1 467 529	0	0	0
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	216 429 174	204 555 304	151 150 969	249 519 112	497 099 621
Résultat mis en distribution	91 746 509	166 811 834	100 087 100	158 471 242	208 514 793
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions sur nombre d'actions existantes	0,81	0,97	1,42	0,93	1,30
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions sur nombre d'actions existantes	0,52	0,49	0,36	0,60	1,19
Dividende net attribué :					
Actions ordinaires sur nombre d'actions existantes	0,22	0,40	0,25	0,38	0,50
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	374	391	403	426	475
Montant de la masse salariale de l'exercice	46 674 831	50 594 640	51 314 080	52 628 948	64 261 911
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (charges sociales, œuvres sociales, etc.)	22 686 116	22 080 412	21 184 366	23 727 951	31 003 789

DEMANDE D'ENVOI

DE DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS

Article R. 225-83 du Code de commerce⁽¹⁾

Assemblée Générale Mixte
du 21 avril 2011

À adresser à :

BNP Paribas Securities Services
GCT Assemblées
Grands Moulins de Pantin
9, rue du Débarcadère
93761 Pantin Cedex

Je soussigné(e) :

Nom, prénom (ou dénomination sociale) :

Adresse :

.....

Titulaire de :

..... actions nominatives de la société Safran

.....

..... actions au porteur de la société Safran inscrites en compte chez⁽²⁾

.....

demande à recevoir, à l'adresse ci-dessus, les documents et renseignements visés par l'article R. 225-83 du Code de commerce se rapportant à l'Assemblée Générale Mixte de Safran du 21 avril 2011.

Fait à, le 2011

Signature :

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-88 du Code du commerce, tout actionnaire titulaire de titres nominatifs peut, par une demande unique, obtenir de la société l'envoi des documents et renseignements visés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce, à l'occasion de chacune des assemblées générales d'actionnaires ultérieures.

Pour bénéficier de cette faculté, cocher cette case

⁽¹⁾ L'article R. 225-83 du Code du commerce vise notamment les comptes sociaux et consolidés, le rapport de gestion du directoire et les rapports des commissaires aux comptes. Ces documents et renseignements sont également disponibles sur le site Internet de la société (www.safran-group.com).

⁽²⁾ Pour les titres au porteur, indiquer le nom et l'adresse de l'établissement bancaire ou financier chargé de la gestion des titres.



KEY MISSIONS, KEY TECHNOLOGIES